

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

DOSSIER LES MISSIONS OUTRE-MER



**RENCONTRES
DÉFENSE 2020**

ARMÉES[♦]**D'AUJOURD'HUI**

Faire bloc et tenir le cap

2013 a été une année exceptionnelle à plusieurs égards. Rarement, dans notre histoire récente, nos armées ont été aussi sollicitées par le chef de l'État. Il faut dire que les crises internationales ont été d'une grande intensité. À chaque fois, nous avons été en mesure d'y faire face, en menant des actions décisives : désengagement d'Afghanistan, opération Tamour en Jordanie, mobilisation dans le cadre de la crise chimique syrienne, et bien sûr les deux opérations majeures de cette année, Serval et Sangaris.

Tout en conduisant des opérations difficiles, pour beaucoup couronnées de succès, nous avons posé les fondations de l'avenir de notre Défense. Avec le Livre blanc et la loi de programmation militaire, c'est un autre exploit que nous avons réalisé. En l'espace d'un an, dans un contexte de tensions stratégiques, de contraintes budgétaires aussi, nous avons défini de nouvelles ambitions pour notre Défense, et des moyens renouvelés pour les réaliser.

Le monde évolue, avec des menaces qui s'atténuent mais d'autres qui prennent une ampleur nouvelle et peuvent devenir dramatiques du jour au lendemain ; nous devons donc nous y adapter. L'adaptation des armées n'est pas une contrainte de pays qui s'appauvrissent : c'est la nécessité d'États qui ont fait le choix de rester en phase avec la menace. C'est le cas de la France.



Le vote de la LPM marque l'aboutissement d'un travail extraordinaire ; c'est aussi le soutien de la Nation à nos armées et au projet que nous avons retenu pour leur avenir. Mais c'est également un point de départ. Point de

Jean-Yves Le Drian
Ministre de la Défense

départ pour la mise en œuvre de la nouvelle programmation ; point de départ pour la réorganisation du ministère ; point de départ, encore, en forme de compte à rebours, pour le déménagement à Balard.

Parce que la Défense est un collectif au service de la communauté nationale, chacun de nous a une responsabilité qui le dépasse. Cette responsabilité honore celui qui l'a choisie ; elle l'engage à tenir le cap, pour traverser les épreuves et remporter les combats.

Aujourd'hui, à la veille de nouveaux défis, nous devons donc nous rassembler une fois de plus. Faire bloc, pour incarner entre le ministère d'aujourd'hui et celui de demain, une Défense qui avance.

Dans la réussite de Serval, la détermination du président de la République a beaucoup compté. Mais qu'aurait-elle valu sans le relais qu'elle a trouvé dans la détermination de chacun de nos soldats, dans leur courage exemplaire et leur dévouement hors du commun ?

Dans la réussite du projet « Défense 2020 », l'implication de chacun sera décisive. Pour atteindre l'objectif, nous prendrons le temps nécessaire, mais nous avons la certitude du cap, la confiance du chef de l'État, chef des armées, et la légitimité que nous donne tout ce que nous avons déjà accompli ensemble.

Se transformer est un défi toujours difficile, toujours passionnant aussi. La France attend de ses armées qu'elles soient au rendez-vous de 2020. Dans cette perspective, rien n'entravera la volonté que je suis fier de porter avec l'ensemble du ministère.

M. Le Drian

Rencontres 2020, La Défense ensemble

Les « Rencontres 2020, la Défense ensemble » se sont tenues à Paris, Toulon, Metz et Bordeaux du 29 janvier au 13 février. Pour quoi ? Pour le lancement des réformes engagées dans le Livre blanc et traduites dans la loi de programmation militaire, dont la première annuité vient de démarrer en janvier ; pour la mise en perspective des réformes de gouvernance dans le sens de la simplification, de la modernisation et de la transparence ; et pour le compte à rebours du regroupement d'un ministère modernisé à Balard, prévu à l'été 2015.

C'est donc une mobilisation sans précédent, pour laquelle le ministre a choisi de réunir son « pack » : tous ses grands subordonnés regroupés autour du général de Villiers, animateur des chantiers de réforme depuis deux ans et qui devient chef d'État-Major des armées le 15 février.

Autour de lui, du secrétaire général pour l'administration et du délégué général pour l'armement, sont présents les chefs d'état-major d'armée, les directeurs, les grands responsables des dossiers techniques qui occupent le quotidien des personnels et qui conditionnent l'efficacité de l'engagement opérationnel de nos armées. Le public y est représentatif de l'ensemble des personnels militaires et civils du ministère, de tout grade et de toute catégorie. L'esprit, c'est un échange ouvert avec la salle, à travers des témoins et aussi par questions directes du public, dans le même esprit de transparence qui a marqué les tables rondes ouvertes par le ministre dans toutes les unités visitées depuis l'été : une trentaine en six mois.

Le processus enfin, ce sont trois tables rondes pour aborder librement trois problématiques : le format capacitaire des armées, les ressources humaines et la nouvelle organisation du ministère.

Notre armée aura-t-elle les moyens de tenir le contrat opérationnel fixé ? Le format défini permet-il aux forces de mener de front entraînement et engagement opérationnel ? Les questions nombreuses, obtenues par Intradef ou exprimées par les témoins et par le public, interrogent la crédibilité d'un engagement en contraste avec l'incertitude qui pèserait sur le financement de la loi de programmation militaire (LPM). D'emblée et dès la première session, le ministre a tenu à s'expliquer sur les garanties de réussite de cette LPM : garanties financières, avec un engagement du président de la République et une sanctuarisation des crédits au moyen de ressources exceptionnelles ; garanties technologiques, avec neuf secteurs industriels, identifiés comme prioritaires ; garanties enfin sur le rôle de la Direction générale de l'armement (DGA) d'identifier des compétences clés à préserver.

Sur le niveau des forces, mêmes préoccupations exprimées. Les responsables, dont le futur Cema, n'ont pas caché la difficulté qu'il y avait à maintenir une disponibilité aussi ambitieuse – trois théâtres d'opérations simultanément pour une armée qui veut rester la première en Europe – en resserrant les effectifs. Pas de solution miracle là non plus, ont-ils expliqué, mais un effort sur la formation, sur la disponibilité opérationnelle, et par des missions différenciées. Le ministre a insisté sur le fait que la Défense était « *un bloc, fait de mille métiers, mille talents* », prenant l'exemple du VBCI qu'il a vu à l'œuvre au Mali : « *Le VBCI déployé dans la boucle du Niger, il a fallu le concevoir, le construire, le réceptionner, s'entraîner avec, le préparer, l'acheminer, le mettre en œuvre : matériel, soutien, soldats, la Défense c'est tout cela à la fois.* »

Déflation d'effectif et dépyramidage fort sont au cœur de l'effort du ministère. Les perspectives de carrière du personnel militaire et civil ne vont-elles pas en pâtir ? Pourquoi ne connaît-on pas maintenant le plan de restructuration jusqu'à 2019 ? Va-t-on vers une convergence interarmées dans la gestion des ressources humaines ? Les questions sur la dimension RH ont révélé une certaine inquiétude, alimentée par la gestion catastrophique du système Louvois.

Questions aussi sur les restructurations futures, sur le manque de visibilité qui entrave les projets personnels, adressées directement au ministre. Jean-Yves Le Drian a plaidé l'efficacité du pragmatisme, pour éviter de « *tailler à la serpe* ». Le meilleur exemple de ce choix en est la décision



de ne pas fermer prématurément les hôpitaux militaires ; grâce à l'analyse fonctionnelle, « nous n'en fermerons aucun ». Cela se fera au prix d'efforts importants, réalisés à travers la réforme du Service de santé des armées, mais en faisant ainsi on ne va perdre aucune implantation. Jean-Paul Bodin et Jacques Feytis sont revenus sur la gestion des carrières, le suivi des personnels, les aides au départ et à la reconversion, la protection des familles : autant de situations individuelles exposées, autant de réponses replaçant ces préoccupations dans le cadre plus global des réformes et des améliorations qu'elles génèrent. La gestion des personnels dépend toujours des DRH d'armée mais le rôle central du DRH/MD le situe comme le responsable ultime, pour éviter la dilution des responsabilités pouvant aboutir à des échecs de type Louvois.

Les thèmes de la gouvernance et de la modernisation sont sans doute les moins bien compris, d'où l'intérêt de ce débat. Pourquoi une nouvelle réforme du soutien alors que la précédente était à peine achevée ? Quelle est l'efficacité des bases de défense (BdD) et pourquoi ne les supprime-t-on pas ? Quelle simplification administrative ? Qu'est-ce que l'installation à Balard va apporter au soldat d'une garnison de province ?

Le problème du soutien a été évoqué par beaucoup et de bien des manières : soutien des matériels, mise en condition opérationnelle, soutien des hommes, incohérences et pesanteurs administratives. Ensemble, le MGA, le SGA et le DGA, qui ont porté la réforme de la gouvernance, en ont expliqué la logique en termes pédagogiques, ce qui n'est

pas toujours évident. Pour prendre l'exemple des bases de défense, leur principe était vertueux mais c'est la mise en œuvre qui a été précipitée : la transformation des soutiens va précisément tenir compte des leçons tirées des premières années de fonctionnement.

Quant à Balard, il incarne parfaitement l'émergence d'un ministère plus concentré, plus efficace, plus réactif, où les commandements sont regroupés au bénéfice de l'institution dans son ensemble. Cette rationalisation de l'administration centrale, qui permet d'en dynamiser le fonctionnement, se fait aussi au bénéfice des forces et du contrat opérationnel. Question aussi sur l'équilibre entre personnels civils et militaires dans ce reformatage, question enfin sur la mise en œuvre réelle de l'égalité des chances pour les femmes dans les armées : autant de sujets sur lesquels, après le Cema et le SGA, le ministre a lui-même voulu donner des assurances sur des sujets qui lui tiennent à cœur.

Chacune des quatre sessions ayant sa spécificité, ne serait-ce que par la tonalité variable des questions de la salle, la conclusion des débats par le ministre, comme il le souhaitait, ne pouvait pas être standard. Ce rendez-vous ne pouvait être que la prolongation d'un dialogue déjà amorcé et qui doit se prolonger à travers tout le ministère dans un esprit à la fois d'échange et de mobilisation autour des réformes. Pour le ministre, un message reste clair : « *Notre horizon c'est Défense 2020 – ce n'est pas un rendez-vous à six ans, mais une route tracée avec vos chefs et que nous allons faire ensemble* »

Pierre Bayle

ARMÉES[♦]**D'AUJOURD'HUI**

Chef d'État-Major des armées

Fort d'une riche expérience interarmes, interarmées et interalliée, le général d'armée Pierre de Villiers a commandé le Regional Command Capital, en Afghanistan, avant d'être nommé chef du cabinet militaire du Premier ministre. Depuis 2010, en tant que major général des armées, il conduit la transformation des armées. Le 15 janvier, sur proposition du ministre de la Défense, le président de la République l'a nommé chef d'Etat-Major des armées. Il prendra ses fonctions le 15 février.



©EMA

Admis à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr en 1975, il choisit, à sa sortie, l'arme blindée cavalerie et rejoint l'école d'application de Saumur.

Entre 1978 et 2003, il alterne les responsabilités en régiment : chef de peloton de chars AMX30 au 2^e régiment de dragons à Haguenau, dans le Bas-Rhin, capitaine commandant l'escadron d'éclairage de la 7^e division blindée à Valdahon, chef de corps du 501^e-503^e régiment de chars de combat à Mourmelon-le-Grand.

En juin 1999, il commande pendant cinq mois le bataillon d'infanterie mécanisée de la brigade Leclerc, entrée en premier au Kosovo (dans le cadre de la KFOR). À trois reprises, il est instructeur des sous-officiers et des lieutenants à Saumur.

Enfin, il sert une douzaine d'années (en deux séjours) à Paris, à l'état-major de l'armée de Terre, à l'inspection de l'armée de Terre, mais aussi à la direction des affaires financières du ministère de la Défense.

De septembre 2003 à juin 2004, il est auditeur à la 53^e session du Centre des hautes études militaires.

Adjoint au chef de cabinet militaire du Premier ministre le 1^{er} juillet 2004, il est promu général de brigade le 1^{er} décembre 2005. Il est nommé commandant de la 2^e brigade blindée et commandant d'armes de la place d'Orléans le 1^{er} août 2006. Entre décembre 2006 et avril 2007, il commande le *Regional Command Capital* en Afghanistan, dans le cadre de la Force internationale d'assistance et de sécurité.

Il est nommé chef du cabinet militaire du Premier ministre en septembre 2008. Il occupe cette fonction de conseiller du chef du gouvernement en matière de défense jusqu'en mars 2010, date à laquelle il est nommé major général des armées.

Le général Pierre de Villiers est grand officier de l'ordre de la Légion d'honneur et officier de l'ordre national du Mérite. Il est titulaire de la croix de la Valeur militaire avec une citation.

Né le 26 juillet 1956 à Boulogne (Vendée)

Marié et père de 6 enfants

Grades successifs :

Sous-lieutenant : 1977

Lieutenant : 1978

Capitaine : 1982

Chef d'escadrons : 1988

Lieutenant-colonel : 1992

Colonel : 1997

Général de brigade : 2005

Général de division : 2008

Général de corps d'armée : 2009

Général d'armée : 2010

Brevets et diplômes :

- Brevet parachutiste : 1976
- Brevet d'études militaires supérieures : 1991
- Centre des hautes études militaires : 2004

En présentant ses vœux, le 15 janvier, le ministre a rendu hommage à l'amiral Guillaud

« Je veux saluer l'action de l'amiral Édouard Guillaud, qui a accompagné nos armées dans tous les succès qui ont été les leurs ces quatre dernières années, et qui m'a pleinement secondé dès mon arrivée à l'hôtel de Brienne. Il a eu, ainsi, la difficile responsabilité de conduire nos armées dans la fin de leur mission en Afghanistan. C'est lui qui a porté le succès de nos forces en Libye en 2011, puis au Mali en 2013. Et c'est encore avec lui que nous avons lancé l'opération Sangaris en Centrafrique. Au-delà de ce bilan opérationnel, je veux souligner toute la part qu'il a prise aux travaux de préparation de l'avenir, notamment au Livre blanc. Je salue le rôle qui a été le sien dans le rayonnement de nos armées à l'étranger, en particulier parmi nos alliés. Je ne doute pas que, d'une façon ou d'une autre, ce rôle demeurera le sien. »

ARMÉES[♦]**D'AUJOURD'HUI**

- 3** Le mot du ministre
- 4** Rencontres :
la Défense ensemble 2020
- 7** Nomination du nouveau
chef d'État-Major des armées

FORCES EN ACTION

- 10** Patrouille dans Gao
- 16** Chasse aux mines
en Méditerranée
- 20** Serpentex : traquer la cible
- 24** Les opérations en bref

FOCUS RÉFORME

- 26** La rationalisation du soutien
en marche
- 28** L'après-Louvois

FOCUS DÉFENSE

- 30** Centrafrique : la France
en appui de la Misca
- 32** EUTM Mali : les fruits de la
coopération européenne
- 36** Le futur bâtiment multimissions
- 38** Repères

DOSSIER

- 40** Les missions outre-mer

DÉTOURS

- 56** Culture. L'espionnage en vitrine
- 60** Portrait. Supair Mario
- 62** Histoire. Europe 1914 :
la mécanique des alliances
- 66** Kiosque, sélection

COMMUNICATION INTERACTIVE

ÉDITORIAL



R. CONNAN © DICOD

C'était un objectif pour 2014 : faire de la communication interne de la Défense un espace interactif et participatif, en valorisant l'esprit de dialogue introduit depuis l'été dernier par le ministre, Jean-Yves Le Drian, lors des tables rondes menées avec les personnels au cours de ses visites dans les sites et les unités – une trentaine en six mois.

À l'occasion des rencontres organisées sous le nom « La Défense ensemble 2020 », la Dicod a lancé par mail à tous les civils et militaires de la Défense un appel à questions destiné au ministre lors de ces rencontres. Un appel entendu au-delà des attentes puisque 1 200 messages ont été reçus, offrant un panel de près de 3 000 questions. Un premier succès qui a permis aux animateurs de ces rendez-vous d'enrichir les débats avec les questions du public et celles reçues par Intradef, classées par thème.

La Dicod s'est aussi engagée à ce que l'essentiel de ces questions trouvent réponse ensuite sur Intradef, puisque ces rencontres, qui ne duraient chaque fois que trois heures, ne pouvaient tout traiter. Repensée, améliorée, dynamisée, présentant un accès à un contenu ministériel et interarmées, la page d'accueil du site Intradef permet un échange sur les réformes du ministère, la modernisation, la mise en œuvre de la loi de programmation militaire...

Désormais, l'ensemble des revues, constitué par *Armées d'aujourd'hui* et celles de chaque armée, trouve un prolongement dans les outils numériques pour répondre aux besoins de la communication interne. Rien de plus légitime que de répondre aux questions de tous en période de mutation profonde !

Pierre Bayle, directeur de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. **Directeur de la publication** : Pierre Bayle. **Chef du département rédactions** : lieutenant-colonel (air) Antoine Plantard. **Rédacteur en chef** : lieutenant-colonel (terre) Philippe Dupas. **Secrétaire générale de rédaction** : Sybille Prenel. **Secrétaires de rédaction** : Yves Le Guludec, Patrice Mayon (Key Graphic). **Directrice artistique** : Micheline Jérôme (Key Graphic). **Chef des reportages** : adjudant (air) Lionel Gioda (53 52). **Rédaction** : Carine Bobbera (48 07), capitaine (terre) Flora Cantin (33 18), Paul Hessenbruch (55 05), Samantha Lille (47 27), aspirant (Marine) Camille Martin (46 29), capitaine (air) Laetitia Perier (45 83). **Prestations extérieures** : EMA/Com, major (terre) Olivier Gilquin, Jean-Claude Jaeger, Thierry Widemann. **Service photo** : Jean-Jacques Chatard (46 98), sergent (air) Rémi Connan. **Service icono** : Christophe Deyres (48 35), Carole Vennin (45 09). **Chef de fabrication** : Thierry Lepsch : 01 53 42 87 79. **Photogravure** : Key Graphic. **Impression** : Groupe Maury Imprimeur. **Routage** : EDIACA. **Dépôt légal** : février 2003. Dicod – École militaire – 1, place Joffre – 75007 Paris. **N° ISSN** : 0338 - 3520. **Abonnement payant (ECPAD)** : 01 49 60 52 44. routage-abonnement@ecpad.fr. **Diffusion - abonnement gratuit** : sergent-chef (air) Céline Butaud : 01 44 42 40 07. celine.butaud@intradef.gouv.fr. **Contact publicité (ECPAD)** : Christelle Touzet : 01 49 60 58 56/regie-publicitaire@ecpad.fr. **Couverture** : Le Dumont d'Urville en mission de reconnaissance des plages aux Antilles/Simon Ghesquière@Forces armées aux Antilles.

FORCES EN ACTION

Patrouille

Scannez
le QR code
pour visionner
la vidéo
« Spécial Mali »



Mission de surveillance du marché
Damien-Boiteux, centre névralgique de
cette ville de plus de 80 000 habitants.

le dans Gao

Une compagnie du 92^e régiment d'infanterie est déployée aux abords de cette ville du nord-est du Mali, au sein du groupement Désert, depuis septembre dernier. Quotidiennement, ses hommes parcourent la cité en véhicules et à pied pour assurer, aux côtés des forces africaines, un contrôle de zone. Leur mission : collecter des renseignements et réduire la liberté d'action des groupes armés terroristes.

PAR OLIVIER GILQUIN / PHOTOS - JÉRÔME SALLES / ECPAD



« Même si la situation est calme dans Gao, le risque zéro n'existe pas. »

Ci-dessus : en début de matinée, sur la plate-forme opérationnelle de Gao, l'adjudant-chef Steve, chef de section, détaille les éléments de la mission à l'aide d'un plan sommaire de la ville.

Ci-contre : les trois véhicules de la patrouille pénètrent dans Gao par l'est. Environ 5 kilomètres séparent la base française du centre-ville.

À droite : arrêt du convoi aux abords de la mairie. Une partie des hommes reste sur le point d'appui véhicules, formant une bulle de protection pendant que le reste du groupe effectue une patrouille à pied.





Il est 7h30 sur le parc à chars de la plate-forme opérationnelle Désert de Gao, située à 5 kilomètres à l'est du centre-ville. Un véhicule blindé léger (VBL) et deux véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI) du groupement tactique interarmes sont parés, moteurs tournants. Deux groupes de combat de la section de l'adjudant-chef Steve sont rassemblés. Casque, gilet pare-éclats et armement individuel pour tous. Ces soldats appartiennent au 92^e régiment d'infanterie. La mission du jour est *« d'appuyer la Minusma et les forces armées maliennes dans le contrôle de la ville de Gao, avec un effort sur le marché Damien-Boiteux, par des patrouilles motorisées et à pied »*, annonce le chef de section lors du briefing qu'il organise au milieu des véhicules. Posée au sol, une planche en contreplaqué reproduit un plan sommaire de la ville. Chaque route représentée a été baptisée du nom d'un fleuve ou d'une rivière française. Moyen pratique pour mémoriser les axes. Le soleil est déjà haut dans le ciel de cette matinée d'hiver. La chaleur est agréable, pour le moment. Il rappelle aussi les consignes générales et particulières. La mission est connue de tous mais les soldats restent attentifs. *« Même si la situation est calme dans Gao, le risque zéro n'existe pas, souligne l'adjudant-chef Steve. On conserve la maîtrise de nos moyens, on adapte la riposte à une attaque éventuelle. »*

Dialogue autour d'un thé

À 8 heures, les soldats prennent les dispositions de combat – armes approvisionnées et armées –, puis embarquent dans les VBCI, les tireurs prennent position en tape arrière, les rampes sont remontées, la rame s'ébranle à petite vitesse. Les trois véhicules pénètrent dans Gao par l'est, traversant des espaces aérés parsemés de quelques maisons en pisé, sans étage et entourées d'un mur d'enceinte, mais le plus souvent d'espèces de huttes. Des gestes de sympathie, des pouces levés, des sourires et des *« Vive la France »*, *« Vive le Mali »*, saluent le passage du convoi. Arrivés aux abords de la mairie, les véhicules s'arrêtent et leurs occupants débarquent. C'est le point d'appui véhicules. Les hommes de l'adjudant-chef se positionnent autour des blindés pour mettre en place une bulle de protection. Voitures et autres motos sont invitées à passer au large. L'attitude des soldats, armes en position patrouille basse, est non agressive mais ■■■





« Aller vers les autres est une chose que nous savons faire. C'est indispensable pour créer un climat de confiance. »

Ci-dessus : l'adjudant-chef Steve a été invité par Djibril, un commerçant du marché, à boire un thé. Le jeune malien exprime sa satisfaction de voir l'armée française présente.

En haut à droite : tandis que le chef de section discute, ses hommes forment une bulle de protection autour de lui.

Ci-contre : régulièrement, les soldats s'arrêtent pour s'entretenir avec les habitants afin de prendre la température de la ville et d'obtenir des informations sur la présence du mouvement islamiste Mujao.

En bas à gauche : avant de retourner aux véhicules blindés, la patrouille pousse jusqu'au fleuve Niger.

En bas à droite : à l'entrée nord de la ville, l'adjudant-chef Steve rencontre pour la première fois son homologue au poste des forces armées maliennes. Les deux hommes échangent des informations et envisagent un prochain rendez-vous.





■ ■ ■ ferme. Le groupe du sergent Jérôme débute la patrouille à pied, accompagné du chef de section. Direction le marché – récemment baptisé Damien-Boiteux en hommage au premier soldat français tombé au Mali –, véritable poumon économique de Gao. L'autre groupe, aux ordres du sergent Florian, reste à proximité des véhicules pour en assurer la protection et, le cas échéant, pour intervenir au profit de la patrouille à pied. Ni trottoir, ni route goudronnée, les hommes progressent sur une piste poussiéreuse qui mène vers les bords du Niger. Contraste saisissant entre la grisaille urbaine et les couleurs verdoyantes des rives du fleuve. Le marché de Gao est un ensemble de petites rues commerçantes, étroites et grouillantes de monde. Très vite, le chef de section est abordé par un jeune commerçant. Steve accepte un thé offert par le jeune malien. C'est l'occasion pour lui de prendre la température du marché et de recueillir quelques renseignements sur la présence en ville du Mujao, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest. « *Depuis que l'armée française est venue, Dieu merci, tout a changé. On est plus libre même si tout n'est pas réglé* », déclare Djibril, le vendeur. Sa peur ? Le départ des forces françaises. Ses souhaits ? Encore plus d'implication de l'armée malienne, une reprise réelle du commerce et le retour à la normalité.

Première rencontre

Le groupe reprend sa progression. Steve a glané quelques informations sur la situation dans le nord du pays. « *Nous entretenons de très bons rapports avec la population malienne et nous sentons que nous sommes les bienvenus. Nous sommes ouverts et aller vers les autres est une chose que nous savons faire. C'est indispensable pour créer un climat de confiance* », confie Steve. Un peu plus loin, nouvel arrêt et toujours les mêmes craintes sur la situation dans la ville. Après une heure et demie de patrouille, retour au point d'appui véhicules. Les groupes embarquent, les blindés repartent : direction l'entrée nord de la ville. La rame longe le tombeau des Askia, pyramide tronquée fichée de pieux, et arrive sur le poste des forces maliennes. Les deux chefs de section se rencontrent pour la première fois : la discussion est amicale et permet l'échange d'informations sur la situation locale. Quinze minutes plus tard, après une promesse de se revoir, Steve et les trois blindés de la section reprennent la route en direction de leur base. Une autre patrouille est déjà planifiée pour le lendemain. ■

FORCES EN ACTION



Chasse aux mines en Méditerranée



Localiser les engins explosifs, les identifier, les neutraliser... Le chasseur de mines tripartite *Orion* scrute les fonds sous-marins pour sécuriser les chenaux d'accès à la haute mer. De Monaco à Hyères, durant deux jours, le navire a enchaîné missions de repérage, exercices et contre-minage.

PAR CAMILLE MARTIN / PHOTOS : ECPAD ET MARINE NATIONALE



« Nous sommes sur un champ historique. Il est fort probable que d'autres engins soient découverts. »

Ci-dessus : plusieurs échos radar ont été repérés par les sonars. Les plongeurs démineurs de l'Orion embarquent à bord d'un Zodiac pour aller identifier les engins explosifs.

En haut à droite : chaque plongeur est équipé d'un recycleur crabe. Grâce à cet appareil de haute technologie, le bruit et le magnétisme sont réduits au maximum.

Ci-contre : à la tombée du jour, le poisson autopropulsé prend le relais des plongeurs. La grue est indispensable pour soulever cet engin de 700 kilos.

Ci-dessous : le lendemain, nouvelle mission. Les plongeurs démineurs placent une charge explosive sur un obus qui a été transporté dans la zone de contre-minage située en rade d'Hyères.

En bas à droite : les plongeurs déclenchent l'explosion à partir de leur Zodiac.





PHOTOS : S. LAFARGUE@ECPAD ET R. BERTRAND@MARINE NATIONALE (PHOTO SOUS-MARINE)

Branle-bas, branle-bas » lancent les haut-parleurs de l'*Orion*. Il est 5h30, chaque marin rejoint son poste de manœuvre. Le chasseur de mines tripartite (CMT) appareille de Monaco, son port d'escale, pour Golfe-Juan où l'attend sa première mission de la journée. Un obus a été repéré à quelques centaines de mètres des côtes. Le bâtiment doit relocaliser l'engin, l'identifier et envisager un contre-minage. Dans la guerre des mines, qui représente un volet opérationnel de premier ordre pour la Marine nationale, les CMT tiennent un rôle essentiel, assurant notamment la sécurisation des chenaux d'accès à la haute mer des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins à Brest, des sous-marins nucléaires d'attaque et du porte-avions *Charles-de-Gaulle* à Toulon. Avec leurs 50 mètres de long, leurs 45 marins et un équipement de haute technologie, les CMT participent également à l'action de l'État en mer et à la dépollution des engins historiques.

Déceler un objet métallique à 800 m

Vers 9 heures, l'*Orion* atteint la zone d'intervention. La passerelle cède alors les commandes au central opération (CO). Dans ce lieu totalement clos, six hommes travaillent à la seule lueur de la demi-douzaine d'écrans. Sur l'un d'eux apparaissent les échos du sonar de détection – capable de déceler un objet métallique jusqu'à 800 mètres – et du sonar classificateur – qui offre une image exploitable du fond sur 200 mètres. « *On reprend la vitesse de 1 nœud [moins de 2 km/h, NDLR] pour optimiser les chances de trouver cet obus. Dans une zone sableuse comme celle-là, il devrait briller* », observe l'officier de quart opération (OQO). Au bout d'une heure trente, l'engin est localisé. Le temps de préparer l'intervention et le binôme de plongeurs démineurs (PLD) monte sur le Zodiac du CMT. L'embarcation s'arrête à une centaine de mètres et les plongeurs se mettent à l'eau, équipés de leurs recycleurs crabes, appareils de haute technologie réduisant le bruit et le magnétisme. Les PLD mesurent l'obus, déterminent son poids, sa charge d'explosif, s'il a été amorcé et s'il est déplaçable. Ces renseignements, indispensables pour identifier précisément le projectile, permettront un éventuel contre-minage dans les semaines à venir. En milieu de journée, six obus ont été trouvés. « *Nous sommes sur un champ historique. Il est fort probable que d'autres engins soient découverts* », explique le capitaine de corvette Jérôme Conty, commandant de l'*Orion*. La nuit tombe. À 53 mètres de profondeur, le poisson autopropulsé (PAP) remplace les plongeurs démineurs. Ce robot

télécommandé depuis le CO offre en direct une image nette des fonds. Le pilote du PAP suit les indications de l'OQO qui garde l'œil rivé à l'écran. Quand le flotteur d'une mine à orin apparaît, des cris enthousiastes fusent. La chasse a été bonne. Tous ces engins sont maintenant répertoriés, mais ils ne pourront être déminés avant plusieurs semaines. La zone étant protégée, une autorisation d'intervenir émanant de différentes autorités – parmi lesquelles l'amiral préfet maritime de la Méditerranée (Premar) – est nécessaire.

Le lendemain matin, l'*Orion* fait route vers l'île de Port-Cros pour le contre-minage d'une mine à orin située à 68 mètres de fond qui a été identifiée lors d'une précédente mission. Tandis que la gendarmerie maritime surveille la zone, l'effarouchement des poissons est opéré avec des grenades inoffensives. Sur le pont du bâtiment, l'explosif – 114 kilos équivalent TNT – est placé sous le PAP qui va le déposer près de la cible. Ni portable, ni cigarette, les mesures de sécurité à bord sont maximales. L'équipage enfle sa tenue de combat. Une grenade est lancée du bateau. Par propagation de l'onde, elle déclenche la charge explosive qui détruit la mine. « *5, 4, 3, 2, 1...* », le bateau tremble. Un liseré bleu de plusieurs mètres se dessine sur la mer. Vérification au sonar. La cible a bien été traitée.

Intervenir avant la nuit

L'après-midi est consacrée à l'entraînement avec une chasse aux mines d'exercices dissimulées en rade d'Hyères. Mais, à 13h30, les plongeurs découvrent un obus non inerte à seulement 24 mètres de profondeur. L'engin est petit, facilement déplaçable et la météo est idéale. Le Premar ordonne cette fois-ci immédiatement le contre-minage. « *Le temps presse : cette intervention ne peut pas avoir lieu de nuit et il est déjà 15 heures. Il faut déplacer l'obus pour le faire exploser au point de "pétardement" prévu à cet effet en rade d'Hyères. Nous avons deux heures* », explique le maître Klajbert. Experts sur ce type de mission, les PLD agissent de façon autonome. Emprisonné dans un filet, l'obus est ensuite traîné par le Zodiac sur la zone de contre-minage. L'explosif est placé manuellement. À 16h30, une gerbe d'eau vole dans les airs : l'*Orion* vient d'effectuer son 14^e contre-minage de l'année. Le commandant Conty est fier de son équipage. Mais le travail est encore long et les mines nombreuses. « *Toujours à l'affût, on est là pour chasser !* »



Scannez le QR code
pour visionner
le diaporama du reportage



Serpentex

Traquer la cible



Exercice interarmées et interallié incontournable dans le domaine de l'appui aérien, Serpentex a eu lieu fin 2013 sur la base de Solenzara, en Corse. Sept cents militaires de neuf pays y ont participé et appliqué de nouveaux modes d'action inspirés du retour d'expérience en Libye et au Mali. Objectif de la mission du jour pour les Rafale : escorter un convoi de véhicules et neutraliser les insurgés repérés par des contrôleurs aériens avancés...



Un Rafale équipé d'un
pod Damoclès de
désignation de cibles
décolle de la BA 126.



« Notre but : entraîner l'équipage à chercher une cible et éviter les dommages collatéraux. »

Ci-dessus : la veille de la mission, des mécaniciens installent sous un Rafale une nacelle de désignation de cibles au sol par faisceau laser.

En haut à droite : un pilote rentre les informations du briefing sur son UMPC (ultra mobile PC), qu'il utilisera en vol.

Ci-contre : avant le départ, le capitaine Chosson, leader de la patrouille, fait signe au mécano.

En bas à gauche : l'équipe franco-anglo-canadienne de contrôleurs aériens avancés recherche visuellement l'avion à qui elle a transmis des données.

En bas à droite : à l'Excon, la cellule de conduite de l'exercice, Canadiens, Français, Britanniques et Américains sont en contact permanent avec les pilotes en mission.





PHOTOS : R. CONNAN@DICO

À l'heure où certains s'attablent autour d'une assiette de lonzo et de coppa, d'autres s'activent sur le tarmac de la base aérienne 126 de Solenzara. À 18h30, il fait déjà nuit noire. Éclairés par un puissant projecteur de campagne, trois mécaniciens installent sous un Rafale une nacelle de désignation de cibles au sol par faisceau laser, le pod Damoclès. Au même moment, un trio en combinaison de vol échange avec un officier de renseignement. Demain, leurs deux avions devront escorter un convoi de trois véhicules. Dans la zone, ils savent qu'ils sont attendus. Une cinquantaine d'insurgés dotés de lance-roquettes RPG ont été repérés par des contrôleurs aériens avancés (les FAC, *Forward Air Controller*) déployés dans le secteur. Tous participent à Serpentex 2013, un exercice interarmées et interallié majeur organisé par le commandement des forces aériennes. Pour les non-initiés, Serpentex est à l'appui aérien rapproché ce que Roland-Garros est au tennis, un rendez-vous incontournable. Et, cette année, l'entraînement a pris de l'envergure avec plus de 700 militaires issus de neuf nations (France, Canada, Royaume-Uni, États-Unis, Espagne, Italie, Belgique, République tchèque et Slovaquie).

Guidage laser

Le lendemain, à 8 heures, les pilotes s'enferment dans une salle de briefing. Le capitaine Chosson, dit « Choss », de l'escadron 1/7 Provence, sera le leader de la patrouille. Pendant une trentaine de minutes, il passe en revue chaque point de la mission, du départ tactique aux procédures spécifiques pour engager un objectif. « Si vous ratez votre première passe de tir, vous aurez 4 minutes de délai, explique-t-il à son équipe. Pensez au tir canon en cas de changement de situation tactique. » Dans la foulée, les trois hommes enfilent leur combinaison étanche pour le survol maritime, la fameuse « glouloul », et rejoignent leurs avions. Les deux Rafale, dont un biplace, quittent le parking, chacun équipé d'un pod Damoclès, de 4 bombes guidées laser GBU 12 et de 125 obus de 30 mm. Depuis l'aube, la tour de contrôle ne chôme pas. Devant eux, deux patrouilles de deux Mirage 2000 D viennent tout juste de quitter la piste.

Sur la base, à l'Excon, la cellule de conduite de l'exercice, l'Asoc (*Air Support Operation Center*) prend en compte les deux appareils. Cette structure gère en temps réel les moyens aériens engagés dans Serpentex et leurs missions.

À la radio, une équipe de FAC franco-anglo-canadienne camouflée dans la montagne vient

de signaler un accrochage ou TIC (*Troop In Contact*) dans le jargon de l'Otan. Le convoi est attaqué. Grâce à leurs informations, le leader localise la position des insurgés et tire une première bombe sur leur position. Immédiatement après, « Choss » quitte son équipier, le laissant assurer seul la protection des véhicules. Il est en effet « retaské », c'est-à-dire appelé sur un autre front : un canon antiaérien ZSU 23-4 a été détecté. Le blindé en question est représenté au sol par un TRTG (*Tactical Radar Threat Generator*), un simulateur de menaces électroniques installé sur un pick-up.

Débusquer, cibler, frapper

Cette fois, le pilote ne bénéficiera pas de l'appui de troupes au sol, il réalisera une mission de type Scar (*Strike Coordination and Reconnaissance*), qui allie la recherche et le traitement d'objectifs dans une zone déterminée. Le Rafale entame alors une série de mouvements circulaires au rayon de plus en plus restreint. Pendant cette traque, le pilote ne quitte pas des yeux les images que lui envoie la caméra infrarouge de sa nacelle de désignation laser. Bonne nouvelle pour lui, le ciel est dégagé et la retransmission de très bonne qualité. À l'Excon, la cellule Scar guide le TRTG plastron. « Il tourne autour de toi. Cap 120, 5 nautiques », indique l'un des intervenants. Le véhicule essaie tant bien que mal d'éviter le radar de l'avion, peine perdue. Il est désigné par le pod quelques minutes plus tard. À l'issue du tir et de la destruction confirmée de l'objectif au moyen de la nacelle, un passage d'intimidation, ou *show of presence*, permet de dissuader les témoins environnants de s'approcher du site. « Notre but consiste à entraîner l'équipage à chercher une cible. On peut par exemple leur donner des coordonnées approximatives de départ et les réactualiser au fur et à mesure. Puis, une fois l'objectif repéré, nous instaurons un dialogue avec l'Asoc afin de savoir si l'appareil s'engage et à quel moment pour éviter à tout prix les dommages collatéraux », explique le capitaine Lieumont, chargé d'animer la cellule Scar. Ce nouveau mode d'action mis en place cette année est né des enseignements tirés des dernières opérations menées notamment en Libye et au Mali.

« La Corse offre un environnement propice à l'entraînement, d'autant que les temps de transit sont minimes : sur 1h35 de vol, on compte 1h25 de travail efficace », ajoute le capitaine Chosson, à son retour. Ce jour-là, une cinquantaine de sorties ont été enregistrées, autant de vols qui auront permis de perfectionner les tactiques et aptitudes au combat des militaires engagés. ■

Du 02/01 au 01/02 MALI RÉARTICULATION DU DISPOSITIF SERVAL

Début janvier, au terme de deux rotations, le groupement aéromobile a rapatrié en France 4 hélicoptères Gazelle et 2 Tigre ainsi que 1 Puma. Désormais composé de 6 Puma, de 2 Gazelle et de 1 Tigre, le Sgam (sous-groupement) est directement subordonné au groupement tactique interarmes (GTIA) de Gao. Par ailleurs, la compagnie VBCI du 92^e régiment d'infanterie, qui armait la compagnie motorisée du GTIA Désert, a elle aussi été désengagée le 14 janvier. Les blindés seront acheminés par la route vers



le port d'Abidjan où ils seront embarqués vers la France. La relève de ce GTIA Désert est en cours début février, assurée par le 7^e bataillon de chasseurs alpins. Aux premiers jours de février,

environ 2400 militaires français sont déployés et poursuivent une mission de sécurisation tout en appuyant le transfert de la zone aux contingents relevant de la Minusma.

03/01 GOLFE D'ADEN UNE FRÉGATE UKRAINIENNE REJOINT ATALANTE

Le *Hetman Sagaidachny*, une frégate ukrainienne, a intégré l'opération Atalante, sous les ordres de l'état-major français embarqué à bord du transport de chalands de débarquement *Siroco*. Pour une durée de plusieurs mois, le bâtiment vient en renfort pour escorter les navires du Programme alimentaire mondial, participer à la sécurité du trafic maritime et contribuer à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie au large des côtes somaliennes.

18/01 GOLFE D'ADEN CINQ PIRATES ARRÊTÉS PAR L'ÉQUIPAGE DU SIROCO



Navire amiral de la force navale européenne Atalante, le transport de chalands de débarquement *Siroco* a intercepté un boutre indien piraté à la sortie du golfe d'Aden. À son bord, 5 pirates présumés, qui retenaient 11 membres d'équipage

d'origine indienne, ont été arrêtés. Pris en charge par l'équipage du bâtiment français, conformément aux règles juridiques, ils ont subi un examen médical avant la procédure de recueil de preuves qui devrait permettre leur poursuite devant un tribunal.

19/01 FRANCE LES ARMÉES EN RENFORT LORS DES INONDATIONS DANS LE VAR

Après les intempéries qui ont frappé le Var, le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud a demandé aux armées de renforcer le dispositif des services de l'État. Un hélicoptère Dauphin de la Marine nationale ainsi que 2 hélicoptères Puma de l'armée de Terre ont réalisé des missions de reconnaissance, de transport des secouristes et de mise en sécurité de 5 personnes prisonnières des eaux. À La Londe-les-Maures, une grue de 50 tonnes ainsi qu'une dizaine de militaires de la 52^e compagnie d'aide au déploiement lourd ont dégagé une quarantaine d'épaves de bateaux encombrant le port.



02/01 FRANCE INTERCEPTION PAR LA PERMANENCE OPÉRATIONNELLE

Un hélicoptère Fennec de la permanence opérationnelle de Villacoublay a intercepté un monomoteur de tourisme qui avait pénétré dans une zone interdite de survol près de Valduc. Le pilote a été escorté par l'appareil de l'armée de l'Air jusqu'à sa destination et a fait l'objet, dès son atterrissage, d'une prise en charge par la gendarmerie. C'est la première intervention de 2014 pour la permanence opérationnelle qui assure la surveillance et la protection de l'espace aérien français.

20/11-15/02 DE LA MÉDITERRANÉE À L'Océan Indien FIN DE MISSION DE TROIS MOIS POUR LE GROUPE AÉRONAVAL



Le 20 novembre, le groupe aéronaval (GAN), constitué autour du porte-avions *Charles-de-Gaulle*, avait appareillé de Toulon pour une mission de trois mois. Ce déploiement a permis à la France de disposer dans la zone d'une capacité

militaire stratégique à la fois souple, autonome et réactive. Après dix jours de certification en Méditerranée, le GAN s'est exercé en mer Rouge avec les forces aériennes et navales saoudiennes (entraînement White Shark) avant d'enchaîner

sur une coopération opérationnelle avec le GAN américain constitué autour du porte-avions *Harry S. Truman*. Les interactions entre les deux groupes ont été nombreuses et approfondies (appontages croisés d'avions de chasse, ravitaillements communs, échanges d'équipages). Le GAN français s'est aussi exercé avec les forces navales et aériennes du Qatar (exercice Ocean Falcon) et les forces armées des Émirats arabes unis (exercice Big Fox) durant le mois de janvier. Retour à Toulon mi-février.

09-15/01 AFGHANISTAN UN NOUVEAU FORMAT POUR LA FORCE PAMIR

Les militaires français ont achevé leur mission d'accompagnement du bataillon n° 4 de la *Mobile Strike Force* afghane et modifié la configuration de l'hôpital militaire de campagne (HMC) de Kaia après le départ de certains spécialistes, en particulier dans les domaines de la neurochirurgie, de l'ORL et de l'ophtalmologie.

Une vingtaine de militaires continuent d'assister les instructeurs afghans et les cadres dans les domaines du commandement, de la tactique et du tir, tandis que le HMC est maintenant armé par 60 médecins et infirmiers militaires français avec des capacités opératoires, de réanimation et d'hospitalisation réduites.



17 au 20/12 LIBAN DÉPLOIEMENT DE LA FCR DANS LE SECTEUR OUEST



La *Force Commander Reserve* (FCR) s'est déployée dans le secteur ouest de la zone d'opérations de la Force intérimaire des Nations unies (Finul), afin de renforcer son interopérabilité avec les bataillons composant ce secteur commandé par les Italiens. Pendant quatre jours, plus d'une centaine de militaires

et une quarantaine de véhicules ont été engagés. Une section de la compagnie d'infanterie équipée de véhicules blindés de combat d'infanterie, deux pelotons de l'escadron d'éclairage et d'investigation, deux équipes cynophiles et des éléments de la batterie ont effectué des patrouilles et des entraînements avec les soldats coréens et italiens.

La rationalisation du soutien en marche

La première étape de la transformation du soutien, qui va se développer sur dix-huit mois, vient de débuter. L'objectif est d'optimiser les performances du système en appliquant une nouvelle logique de conduite des prestations et en améliorant la qualité de la coordination entre les différents intervenants.

La transformation du soutien au sein du ministère de la Défense vise à préserver les capacités opérationnelles des armées, en faisant porter l'effort de rationalisation sur les organismes de soutien. Elle s'inscrit dans le cadre des objectifs du Livre blanc de 2013, précisés dans la loi de programmation militaire 2014-2019. La mise en œuvre du plan de transformation du soutien a débuté le 1^{er} février.

L'objectif de cette nouvelle étape de la modification est de fournir aux forces, organismes et formations en base de défense, un soutien cohérent avec les contrats opérationnels du Livre blanc. Il s'agit également d'en améliorer la performance, en rénovant son organisation. *« Elle s'inscrit dans la continuité de la création des bases de défense de 2011 et constitue un prolongement, une étape, dans l'adaptation permanente de l'organisme vivant qu'est le ministère »,* explique le vice-amiral d'escadre Chaplet, sous-chef d'état-major soutien de l'EMA.

De la conception à la réalisation

L'application de la nouvelle organisation du soutien repose sur une double dynamique : l'amélioration de la performance, par la généralisation de la logique de « bout en bout » que l'on peut illustrer par un mouvement vertical ; le contrôle de sa qualité et la coordination du soutien à tous les niveaux, axe horizontal de la réforme.

La notion de « bout en bout » repose sur la compétence des services de soutien sur l'intégralité de leurs domaines d'expertise. Dans cette logique, chaque opérateur, tel que le Service du commissariat



Séminaire de lancement de la transformation du soutien les 14 et 15 janvier, à l'École militaire, à Paris.

des armées (SCA), le Service de santé des armées (SSA) et le Service d'infrastructure de la Défense (SID), est ainsi responsable, de la conception à la réalisation, de l'ensemble des prestations de soutien relevant de son domaine : administration générale et soutien commun (AGSC), santé ou infrastructure. Il existe ainsi une continuité et une cohérence de l'expertise du haut en bas de chaque chaîne, sur laquelle l'autorité de niveau supérieur exerce son autorité fonctionnelle. Le « bout en bout » renvoie donc à une notion de métier. C'est dans ce cadre que les groupements de soutien des bases de défense passeront sous l'autorité hiérarchique du SCA, tête de chaîne du domaine « administration générale et soutien commun ». De la même façon, le SID exercera son autorité sur les unités et régies d'infrastructures.

L'amélioration de la gouvernance du soutien, sa coordination et le contrôle de

sa qualité constituent l'autre dimension de cette transformation. Au niveau politique (comité ministériel des soutiens), le ministre porte la gouvernance du soutien. La tutelle des opérateurs de soutien (directions et services) est assurée par le Cema ou le SGA. Les bénéficiaires (organismes soutenus) participent dorénavant aux instances de pilotage, contribuant notamment à l'élaboration des contrats d'objectifs et de performance des opérateurs du soutien.

Coordination et dialogue

Placé au niveau central sous l'autorité du Cema, le Centre de pilotage et de conduite du soutien de nouvelle génération (CPCS NG) assure la cohérence globale du dispositif en exerçant son autorité sur les commandants de bases de défense (ComBdD, niveau local) et en participant aux conseils de gestion, au même titre que les opérateurs de sou-

tien et les organismes soutenus. De la formation soutenue jusqu'au CPCS, un dialogue de gestion horizontal s'établit entre bénéficiaires (soutenus) et prestataires (soutenants). Ainsi, le CPCS et les ComBdD ne sont plus impliqués dans la production du soutien. Ils sont en revanche renforcés dans leurs rôles de coordination, de contrôle et d'arbitre. Pour les organismes soutenus, le groupement de soutien de base de défense (GSBdD) reste l'interlocuteur pour les prestations AGSC. Avec la suppression des états-majors de soutien de défense, les états-majors de zone de défense (Paris, Lyon, Bordeaux, Rennes et Metz) reprennent à leur compte les missions d'appui ministériel au niveau zonal. « *Les contraintes budgétaires nous conduisent à la performance, l'économie de chaque*

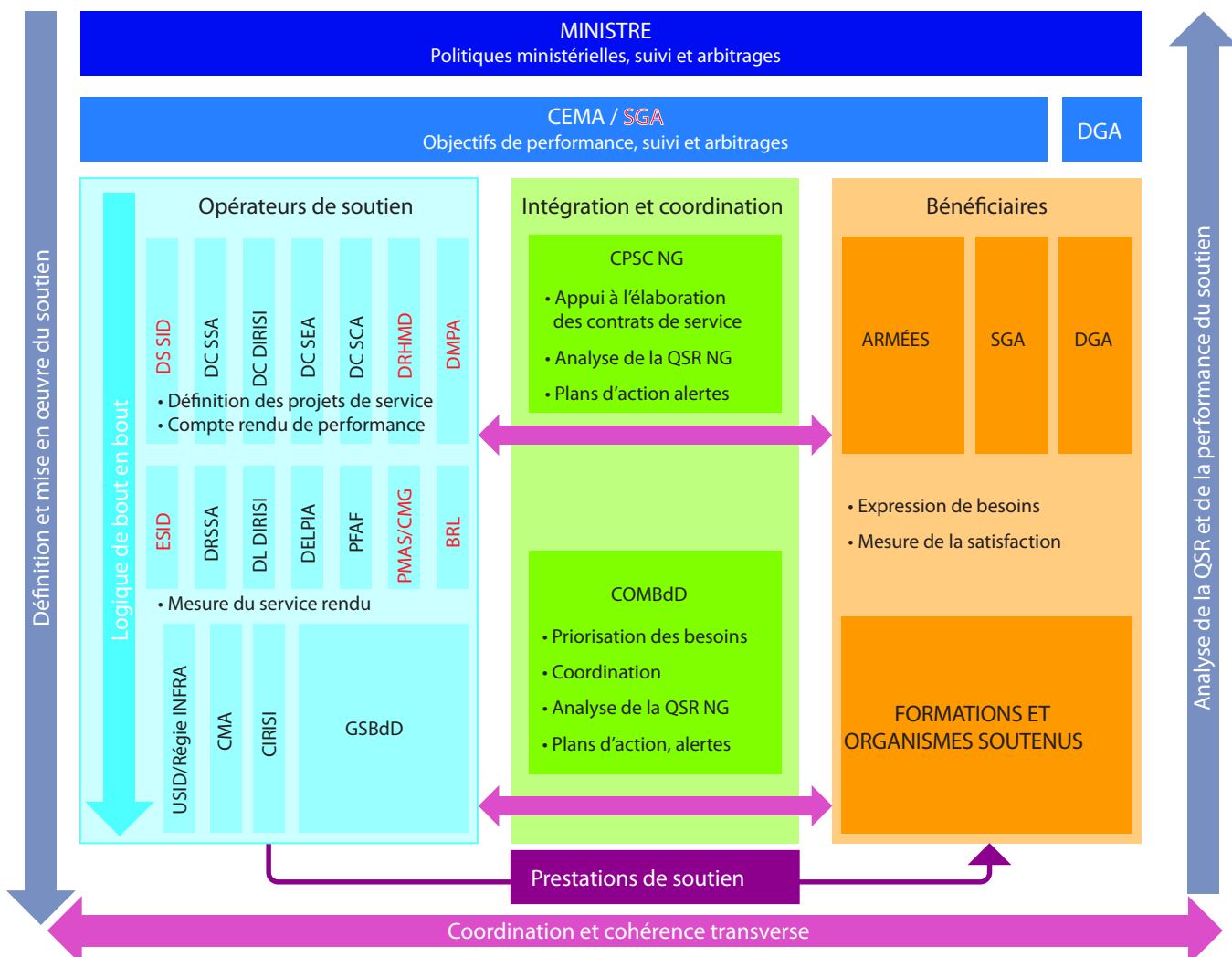
poste dans le soutien bénéficie aux forces combattantes », souligne le commissaire général Jean-Marc Coffin, directeur central du SCA.

Modification, puis optimisation

La mise en œuvre de la transformation du soutien s'effectuera en deux étapes. Une phase de transition, couvrant la période 2014-2015, suivie d'une phase d'optimisation jusqu'en 2019. La période de préfiguration, engagée le 1^{er} février, vise à préparer, de façon progressive, le transfert d'autorité des groupements de soutien des bases de défense et régions infrastructures au SCA et SID; elle s'achèvera en septembre 2014. Elle prend en compte l'étendue géographique et la diversité des acteurs concernés : 2 zones de défense et de sécurité (sud-est et sud-

ouest) et une base navale, soit 17 BdD et GSBdD; 3 établissements du SID et 19 unités du SID, ainsi que 3 plateformes achats finances. Faisant suite au séminaire de lancement qui a eu lieu les 14 et 15 janvier à Paris, un deuxième rendez-vous sera organisé au mois de mai à Paris. S'appuyant sur le retour d'expérience de la préfiguration, il permettra d'ajuster et de préparer au mieux l'extension du modèle à l'ensemble des bases de défense le 1^{er} septembre 2014. Cette date marquera le passage à la deuxième phase de la période de transition : la généralisation du modèle, qui prendra fin à l'été 2015. Les instances et leurs outils devront alors être pleinement opérationnels, permettant d'entamer la phase d'optimisation de la nouvelle organisation. ■

Philippe Dupas



« Notre objectif : un premier déploiement du système remplaçant Louvois fin 2015 »

Le futur système de paiement de la solde des militaires est mené comme un programme d'armement. Caroline Gervais, directrice du programme à la DGA, et Patrick Mérian, officier de programme au SGA, travaillent en étroite collaboration à sa réalisation. Ils répondent aux questions d'Armées d'aujourd'hui.

Pouvez-vous nous dire quelles sont vos attributions respectives sur le projet de remplacement de Louvois ?

Patrick Mérian : Ce programme, baptisé Source Solde en attendant le nom du futur logiciel de paie, est conduit selon le processus d'un programme d'armement. Mon rôle consiste à exprimer le besoin fonctionnel des armées et à m'assurer de sa bonne compréhension par l'industriel qui réalisera l'outil. À ce titre, je travaille en étroite collaboration avec Caroline Gervais. Ma première tâche consiste à actualiser certains points des études amont menées en 2008 qui définissaient les besoins du moment, car les structures de soutien et les organismes en charge de la solde ont connu des évolutions depuis ces audits initiaux. Les questions que l'on se pose sont très simples : quel service doit remplir un logiciel de solde ? Quels outils met-on à la disposition des gestionnaires et des personnels en charge du calcul de la solde ? Ces questions fondamentales constituent le point de départ

des réflexions que mon équipe réalise et qui permettront à la directrice de programme de rédiger un appel d'offres décrivant au mieux les fonctionnalités demandées pour mettre en place un système robuste, efficient, et qui pourra évoluer facilement au regard des chantiers de transformation à venir pour notre écosystème ressources humaines.

Caroline Gervais : Pour ma part, je suis directrice de ce programme, responsable de la définition et de la réalisation d'un système permettant d'assurer en temps et en heure une solde juste à tous les militaires des armées. La phase de définition de la solution pour le futur système inclut notamment la préparation des contrats et la définition des interfaces avec les autres systèmes d'information, très nombreux dans le cas présent : quatre systèmes de gestion RH (ceux des trois armées et celui du Service de santé des armées), plusieurs référentiels (référentiel indemnitaire, organisation du ministère, organisation budgétaire...), sans oublier la transmission des résultats du calcul de la solde vers les organismes payeurs, vers les intéressés via leur bulletin mensuel de solde, mais aussi vers tous les ayants droit et ayants cause. La phase de réalisation inclut le développement, les tests et évaluations (en autonomie puis avec les systèmes d'information en interface), le déploiement de la solution chez les utilisateurs, qui seront guidés dans leur appropriation de ce nouveau système par une formation et un accompagnement de l'utilisation de ce système pendant les premières années.

Ingénieure générale de l'armement Caroline Gervais

1984 diplômée de l'École polytechnique.

1987 diplômée de l'École nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace.

1989 intègre la DGA comme chargée d'études, puis devient chef du bureau « conduite du vol ».

1996 rejoint la DRM. Chargée des études amont en guerre électronique, imagerie et traitement de la parole, puis chef du bureau « renseignement d'origine électromagnétique ».

2003 retour à la DGA. En charge de l'élaboration des schémas directeurs de l'informatique scientifique et technique de la DGA et du ministère de la Défense.

2006 dirige la mission des systèmes d'information d'administration et de gestion auprès du SGA.

2012 directrice de l'unité de management des opérations hélicoptères à la DGA.

Décembre 2013 directrice du programme Source Solde.

De quels moyens disposez-vous ?

C. G. : À la DGA, une équipe pluridisciplinaire a été constituée pour m'appuyer. Elle comprend un manager, des architectes de systèmes complexes, différents spécialistes – sécurité des systèmes d'information, qualité, gestion de projet – et acheteurs. Les procédures de travail sont globalement celles des programmes d'armement, qui ont déjà largement fait leurs preuves, mais adaptées au monde des systèmes d'information d'administration et de gestion. Comme l'a rappelé Patrick Mérian, Source Solde est mené comme un programme d'armement, nous travaillons donc en équipe de programme intégrée. Elle regroupe les acteurs de la DGA et ceux de l'officier de programme. Elle se réunit très réguli-



Séance de travail pour l'ingénieure générale Caroline Gervais et le colonel Parick Mérian.

rement, plusieurs fois par semaine, et ses membres, très complémentaires dans leurs compétences, sont en relations constantes.

P. M. : Pour m'aider, je me suis entouré d'une équipe fonctionnelle hautement qualifiée composée d'une dizaine de personnes représentant les armées, les directions et principaux services. Il faut d'ailleurs louer les efforts de chacun, et notamment ceux des gestionnaires du ministère qui ont fait aussi rapidement tout leur possible pour trouver des spécialistes et les mettre à la disposition de l'équipe de programme intégrée. Le logiciel ainsi élaboré par un industriel sera livré à la DGA, qui vérifiera ensuite qu'il répond effectivement à toutes les exigences fonctionnelles dans des phases de tests de solde en double (Louvois et nouveau système). Puis elle le livrera progressivement aux forces armées qui le mettront en production séquentiellement. Il faut souligner que le processus d'élaboration choisi est celui d'un dialogue compétitif. Cela signifie que nous allons construire étape après étape avec les industriels un démonstrateur qui sera le mieux adapté à sa fonction, étant de mieux en mieux affiné au cours de séquences consécutives d'amélioration et d'ajustement au besoin opérationnel.

Quel va être votre calendrier d'ici à 2015 ?

C. G. : L'avis d'appel public à la concurrence a été publié en janvier. Le dossier de consultation des entreprises sera livré mi-avril 2014 et lancera le dialogue compétitif. Le marché est prévu pour assurer la vie et les évolutions du produit et comprend la réalisation, la mise en place et la maintenance du logiciel. Il devra aussi être compatible avec le calendrier,

à préciser, de jonction avec l'opérateur national de la paie, prestataire à terme unique et centralisé de la paie des agents de l'État.

P. M. : Les membres de l'équipe de projet ont pris très rapidement la mesure de leur poste et les travaux ont pu débuter sans délai. L'avancement est conforme au calendrier qui va nous mener à la définition technique de la solution et à l'évaluation de démonstrateurs pour fin 2014. La réalisation proprement dite aura lieu en 2015, et l'objectif est d'effectuer un premier déploiement du futur système fin 2015. ■

Propos recueillis par Paul Hessenbruch

Colonel Patrick Mérian

1984 diplômé de l'École de l'air.

2005 dirige la division « systèmes d'information » de l'État-Major des armées.

2008 participe à la création de Défense Mobilité, en charge des questions liées à la reconversion du personnel de l'armée de l'Air.

2010 commande la base aérienne de Varennes-sur-Allier.

2012 affecté à la Mission pour la coordination de la réforme, en charge du dossier sur les systèmes d'information des ressources humaines.

2013 chargé de mission au Secrétariat général du gouvernement, il suit la politique de gestion et d'accompagnement des cadres dirigeants de l'État.

Décembre 2013 officier de programme de Source Solde.

Centrafrique

LA FRANCE EN APPUI

Avec l'opération Sangaris, la France poursuit son aide à la Misca, la Mission internationale de soutien à la Centrafrique, afin de rétablir la sécurité dans l'ensemble du pays. Unités françaises et africaines travaillent donc côte à côte dans Bangui comme en province. Une collaboration qui commence à porter ses fruits.

Le 5 décembre 2013, alors que Bangui connaissait des heurts d'une grande violence, le Conseil de sécurité de l'ONU votait la résolution n° 2127 autorisant le déploiement de la Misca, la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, avec l'appui des forces françaises. Quelques heures plus tard, le président de la République, François Hollande, annonçait le déclenchement de l'opération Sangaris en Centrafrique. La projection rapide, par tous les moyens existants et sur une grande distance, a constitué un tour de force. Le soutien apporté par la Grande-Bretagne, qui a mis un avion de transport C17 à disposition de la France durant cette période, a été d'une grande utilité. Cette projection a une fois de plus mis en relief tout l'intérêt et les possibilités offertes par le dispositif des forces françaises déployées notamment en Afrique. Les moyens aériens prépositionnés au Tchad (transport, reconnaissance et appuis feux) ont également été engagés dès le déclenchement de l'opération. Par ailleurs, une compagnie de la force Licorne a été déployée le 28 décembre en Centrafrique.

« L'objectif de la force est de rétablir un niveau de sécurité minimal en Centrafrique et d'appuyer la Misca afin de permettre

l'action de l'ensemble des acteurs politiques, économiques et humanitaires pour la résolution de la crise », déclare le lieutenant-colonel Sébastien, chef des opérations du poste de commandement interarmées de théâtre. Dans cette mission, conduite en étroite collaboration avec la Misca, unités françaises et africaines manœuvrent côte à côte dans Bangui et en province. « Leur interaction est fondamentale, confirme l'officier, car ce n'est qu'en associant les forces africaines que nous pourrons nous acheminer vers un règlement de la crise. »

Actions de contrôle de zone ciblées

Après les heurts très importants des premiers jours, le contexte demeure aujourd'hui encore instable. Les unités déployées mettent toute leur énergie pour que la sécurité s'améliore. Face à une situation très complexe, la maîtrise de la force reste leur première préoccupation. Après un calme relatif, les 19 et 26 décembre ont connu une reprise des tensions. La force Sangaris a alors concentré ses efforts dans certains arrondissements de Bangui avec des actions de contrôle de zone ciblées. D'autres incidents, vers le 11 janvier, ont suivi le départ du président Michel Djotodia.

Situation politique en République centrafricaine

La crise en Centrafrique est ancienne, complexe, et implique de multiples acteurs. Elle s'est amplifiée au cours de l'année écoulée. Ainsi, à la fin du mois de mars 2013, le président François Bozizé a été chassé du pouvoir par la Séléka, coalition de circonstance composée d'un regroupement de partis politiques et de groupes armés venus de la partie nord-est du pays. Conformément aux accords de Libreville, une autorité de transition a été établie en Centrafrique, sous l'autorité du chef d'État de transition, Michel Djotodia, à la tête de la Séléka. Le niveau de violences intercommunautaires atteint à Bangui et en province a provoqué le déclenchement de l'opération Sangaris. Le 10 janvier dernier, Michel Djotodia, a annoncé sa démission. Dix jours plus tard, Catherine Samba-Panza a été désignée par le Conseil national de transition pour lui succéder jusqu'à l'organisation d'une élection présidentielle conforme à la constitution centrafricaine.

DE LA MISCA



Contrôle d'un taxi à un check point dans Bangui, le 13 janvier, effectué conjointement par un soldat burundais de la Misca et un militaire du 8^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine.

©EMA/ARMÉE DE TERRE.

Le général Soriano, qui commande Sangaris, souligne cependant les progrès accomplis : « L'attente de la population est grande, car tout est à reconstruire à Bangui et en province, où nous sommes aussi déployés, notamment à Bossangoa. Les progrès sont là et la situation s'améliore. Les efforts menés avec tous nos partenaires, notamment sur le plan humanitaire, doivent permettre de progresser davantage, mais cela prendra nécessairement du temps. »

Dans ce cadre, une initiative française – le développement d'un quartier pilote – a vu le jour début janvier. « Il s'agit de ramener, avec la Misca, un niveau minimal de sécurité dans une partie de la capitale pour que la population centrafricaine puisse retrouver le goût de vivre ensemble, explique le général. Cette action de la force Sangaris, soutenue par la Misca, la municipalité, les ONG et les associations locales a pour but

de constituer un ensemble permettant aux autorités administratives de relancer la vie et l'économie en toute sécurité. Ce projet est bien l'illustration que la clé du conflit n'est pas uniquement sécuritaire : c'est bien l'atteinte d'un seuil de sécurité minimal qui amorcera le mouvement des populations, mais c'est une approche transverse qui permettra de favoriser les conditions du retour à une vie économique locale et le dialogue intercommunautaire. »

Le 20 janvier, les 28 ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ont donné le feu vert politique à la proposition formulée quelques semaines plus tôt par la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton, de lancer une opération de l'UE en République centrafricaine. ■

EMA com

EUTM Mali

LES FRUITS DE LA COOP

Depuis un an, 550 militaires de 23 pays composent la mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM Mali). Objectifs : conseiller pour restructurer l'outil de défense, mais, surtout, former des groupements tactiques interarmes opérationnels. Une instruction menée avec succès sur le camp de Koulikouro.

Ambiance de guerre dans le petit village de Doumba, à 20 kilomètres au nord de Koulikoro. Une section malienne monte à l'assaut sous les crépitements des Kalachnikovs. Pour leur exercice de synthèse, les 700 « buffles » du bataillon Sigui investissent la petite localité malienne, sous le regard d'instructeurs de l'EUTM Mali (*European Union Training Mission*).

Le rétablissement de la sécurité et d'une paix durable au Mali constitue un enjeu majeur pour la région sahéenne

et, plus largement, pour l'Afrique et l'Europe. C'est pour quoi, à la demande des autorités maliennes, 23 États membres – sur les 28 que compte l'Union européenne – participent depuis le 18 février 2013 à la mission de formation des forces armées maliennes. Ces États ont approuvé à l'unanimité le lancement de cette mission, son exécution et son déroulement. Le général de brigade français Bruno Guibert, qui commande l'EUTM Mali depuis le mois d'août, résume : « *Notre tâche est d'aider à restaurer les capaci-*



J. SALLES/CECPAD

OPÉRATION EUROPÉENNE

Province de Koulikoro, décembre 2013.
En bas à gauche : un artilleur parachutiste
espagnol forme des stagiaires du bataillon Sigui.
Ci-contre : travail sur carte pour un capitaine
malien aidé par un officier français.



J. SALLES@ECPAD

tés militaires maliennes pour leur permettre d'assurer des opérations autonomes dans le nord du pays. Nous nous efforçons d'apporter ce que nous avons de mieux dans nos armées européennes sans imposer systématiquement nos propres standards. » Cinq cent soixante militaires s'y emploient, prouvant ainsi que l'UE est capable de répondre d'une manière collective à un défi et que son engagement militaire existe. Initiée en janvier 2013, la mission agit sur deux niveaux distincts.

Expertise dans tous les domaines de la Défense

Le premier apporte expertise et conseil afin d'appuyer les autorités maliennes dans la réforme et la restructuration de leur outil militaire. Cet appui s'exerce dans tous les domaines de la Défense : commandement opérationnel, préparation des forces, soutien logistique et ressources humaines. Le but de cette action essentielle est de donner un environnement viable aux bataillons formés pour que l'action entreprise s'inscrive dans la durée.

Le second volet consiste à former collectivement quatre groupements tactiques interarmes (GTIA) maliens sur le camp d'entraînement de Koulikoro. Lancée à l'origine pour répondre dans l'urgence à une situation opérationnelle, cette action se poursuit pour permettre à l'armée malienne de s'opposer à toute réimplantation de groupes terroristes dans le nord du pays. Quatre cent quarante des 560 militaires de l'EUTM Mali se consacrent à cette tâche de

formation. Ils sont aux ordres du colonel Philippe Testart, commandant le camp d'entraînement de Koulikoro, qui explique : « Nous accomplissons ici une action d'entraînement et absolument pas de combat. Toutes les nations européennes possèdent des savoir-faire et des savoir-être communs. Même au niveau culturel, excepté quelques différences, nous nous ressemblons beaucoup. Il est facile de créer une vraie fraternité d'armes et de travailler ensemble au quotidien. Ici, les soldats forment d'autres soldats. C'est le cœur de notre métier. »

D'importants travaux d'infrastructure ont été engagés par l'EUTM Mali. Champ de tir, village de combat et plusieurs zones de manœuvre font du camp de Koulikoro un véritable outil de formation militaire mis à la disposition des instructeurs des différents pays. Chaque nation a souhaité s'investir dans une ou plusieurs spécialités dans lesquelles elle excelle. Ainsi la France s'est vue attribuer la responsabilité de la formation infanterie avec la Grande-Bretagne, l'Irlande, les pays Baltes et nordiques, l'Espagne, l'artillerie et les commandos, et le Portugal, les tireurs d'élite.

Une instruction de 12 semaines en 5 phases

L'instruction d'un bataillon malien, d'une durée de douze semaines, comporte cinq phases : deux semaines de formation des cadres maliens puis deux semaines de formation commune infanterie, cinq semaines de formation par spécialité, deux semaines d'entraînement à la ■■■

■■■ manœuvre interarmes, et une semaine d'exercice de synthèse du niveau bataillon. Outre l'enseignement technique proprement dit, l'accent est mis sur les valeurs militaires : cohésion, discipline, éthique au combat. « Ces soldats, notamment les plus jeunes, apprécient particulièrement le contenu de ce cours, constate le commandant du camp d'entraînement. Ils s'approprient ainsi le comportement collectif et individuel à adopter, conforme aux valeurs militaires que l'on attend d'une armée républicaine qui vient sécuriser son propre pays. C'est un travail dans la durée. » Le lieutenant-colonel Amadou Sangaré, à la tête du bataillon Siguï, apprécie l'aide de l'Union européenne et la qualité de la formation dispensée. À la veille de rejoindre le nord du Mali, il se dit confiant dans la capacité opérationnelle de son bataillon : « Pendant ces douze semaines, nous avons appris les différentes procédures de combat liées aux menaces actuelles. Mes hommes ont très bien accueilli cette formation et le programme intense a été suivi jusqu'au bout. Au moment où nous voulons que la paix revienne dans notre pays, combattre au nord est une mission importante que nous devons assurer. » Même sentiment pour le lieutenant-colonel Rémi Pellabeuf, en charge de la programmation des activités et de l'entraînement : « Ce GTIA est



Dans le village de Doumba, un instructeur français forme aux techniques d'infanterie.

J. SALLES@ECPAD

apte à être déployé dans le nord. Mais il faut être réaliste : la formation n'est jamais totalement terminée et elle devra être poursuivie. Malgré les difficultés rencontrées, nous obtenons des résultats assez probants en formant des GTIA capables de manœuvrer face à un ennemi plus ou moins conventionnel. »

Olivier Gilquin

3 questions au général Bruno Guilbert, commandant la Mission européenne d'entraînement au Mali (EUTM Mali)

Comment les Maliens perçoivent-ils la formation dispensée par l'EUTM Mali ?

Ils sont enthousiastes et particulièrement motivés à l'idée de participer à cette formation. Ils sont convaincus que cet enseignement, concentré dans le temps, leur permettra d'améliorer leur niveau opérationnel avant d'être déployés dans le nord du pays. Le choix des participants est décidé par l'état-major des armées maliennes, l'EUTM n'intervient pas dans la sélection des bataillons formés.

Après un an d'existence, quel bilan tirez-vous de cette mission ?

Deux bataillons instruits par l'EUTM ont d'ores et déjà été engagés dans des opérations et la formation d'un troisième bataillon est achevée, soit déjà plus de 2000 hommes au total. Pour encourageants qu'ils soient, ces résultats n'en demeurent pas moins fragiles, et seule une action s'inscrivant dans la durée per-



J. SALLES@ECPAD

mettra de rebâtir une armée apte à garantir la sécurité et la stabilité de l'État malien. L'objectif est désormais de pérenniser les avancées enregistrées. Il faut appuyer la mise en place d'un système de défense malien stabilisé dans un objectif d'autonomie à moyen terme.

Quel est l'avenir de l'EUTM ?

Bruxelles vient de renouveler le mandat de la mission pour deux ans, jusqu'en mai 2016. Son objectif est de former quatre autres groupements tactiques interarmes qui relèveront demain les bataillons engagés dans le nord. Nous venons de débiter un stage pilote de formation de formateurs afin de créer une capacité malienne autonome de formation. Ce concept, une fois validé, se poursuivra au cours du mandat à venir. Nous allons également poursuivre notre action de conseil aux autorités maliennes afin qu'elles puissent mener à bien les réformes entreprises.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Le futur bâtiment

La Direction générale de l'armement vient de passer commande de trois bâtiments multimissions – ou B2M – au groupement d'entreprises Piriou et DCNS. Ce type de navire, destiné à être déployé au sein des forces de souveraineté dans les DOM-COM, participera aux missions interministérielles d'action de l'État en mer et aux projections ponctuelles de forces. Ses équipements permettent notamment d'assurer des actions de police des pêches, de lutte contre l'incendie maritime, et de contribuer à la lutte sous-marine par la mise à l'eau de drones et de plongeurs. Les trois bâtiments seront livrés par le consortium industriel entre l'automne 2015 et le printemps 2016.

- Poids à vide : 1 500 t
- Longueur, largeur : 65 m, 14 m
- Tirant d'eau : 4,2 m
- 20 membres d'équipage
- 20 personnels embarqués
- Vitesse : 13 nœuds
- Capacité grue : 15 t à 16,50 m
- Autonomie vivres 40 personnes : 30 jours
- Débarquement : 1 engin de débarquement de 9 m.
- Capacité d'emport : 6 conteneurs de 20 pieds, 1 engin de travaux publics de 10 t et 2 véhicules légers tout-terrain
- 2 embarcations semi-rigides
- Armement : 2 affûts de 12,7 mm



multimissions



19-20/01 LE MINISTRE DE LA DÉFENSE EN VISITE AU MALI

Jean-Yves Le Drian était en visite officielle à Bamako dans le cadre du 53^e anniversaire des forces armées maliennes. À cette occasion, il s'est rendu à l'ambassade de France pour inaugurer une stèle, érigée en hommage aux sept soldats français morts au Mali pendant l'opération Serval. Invité par Ibrahim Boubacar

Keita, le président de la république du Mali, il a assisté aux cérémonies marquant l'anniversaire. Deux sections, appartenant au 40^e régiment de transmissions et au 11^e régiment d'artillerie de marine, représentaient la force Serval et ont défilé dans la capitale malienne aux côtés des forces armées du pays et des militaires de la Minusma.



22/01 LIVRAISON DU 2^e A400M ATLAS



Baptisé *Ville de Toulouse*, le deuxième A400M a été livré à l'armée de l'Air lors d'une cérémonie qui s'est tenue à l'aéroport de Blagnac, en présence de Kader Arif, ministre délégué auprès du ministre de la Défense, chargé des Anciens Combattants. Le choix de ce nom se veut une récompense

pour les salariés d'Airbus et un hommage à la mémoire du transport aérien militaire français, dont l'histoire est étroitement liée à la base aérienne 101 de Toulouse-Franczal, dissoute en 2009. Chaque A400M sera baptisé du nom d'une ville ayant eu, ou conservant, des liens forts avec l'armée de l'Air.

09/01 L'ESCADRON DE CHASSE 3/11 CORSE CÉLÈBRE SES 70 ANS

Implanté sur la base aérienne 188 de Djibouti, le Corse a célébré ses 70 ans lors d'une cérémonie présidée par le général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'Air. L'occasion de revenir sur un passé riche et glorieux : depuis sa création, cet escadron a participé à la campagne de

France, à la libération de la Corse en 1943, aux opérations en Algérie, dans le Golfe persique, en ex-Yougoslavie, en Afrique... Mis en sommeil en 1997, il renaît en 2008 à Djibouti. Doté de Mirage 2000 D et de Mirage 2000-5, il participe au dispositif de sûreté aérienne du territoire djiboutien.



30/12 DÉVELOPPEMENT DU POD DE DÉSIGNATION LASER NG

La Direction générale de l'armement a notifié les travaux de développement du pod de désignation laser de nouvelle génération (PDL NG) pour un montant de 119 millions d'euros. Développé par Thales Optronique, ce nouvel équipement doit

permettre la recherche et l'identification de cibles de petite taille et la réalisation de frappes air-sol de grande précision. La loi de programmation militaire 2014-2019 prévoit la commande de 20 PDL NG dont 16 seront livrés en 2018-2019.



AGENDA

12 FÉVRIER-6 JUILLET

Exposition « le voyage de l'obélisque » au musée de la Marine, Paris.



10 AU 14 FÉVRIER

Entraînement marines américains-21^e RIMa au camp des Garrigues.

7-23 FÉVRIER

Jeux olympiques d'hiver de Sochi (Russie).

18-20 FÉVRIER

« Les aspects civils de la gestion de crise », Collège européen de sécurité et de défense, Bruxelles.

10/01 LANCEMENT DU NOUVEAU STANDARD DU PROGRAMME RAFALE

À l'occasion d'une visite du site de Dassault Aviation à Mérignac, Jean-Yves Le Drian a annoncé le développement d'un nouveau standard, le F3R, pour le Rafale. D'un montant d'un milliard d'euros, ces travaux visent à améliorer les performances de l'avion de chasse après les retours d'expérience des opérationnels en entraînement et sur les théâtres. Les travaux de développement du F3R, prévus dans le cadre de la loi de programmation militaire 2014-2019, irrigueront l'en-



semble du secteur industriel de l'aviation de combat (Dassault Aviation, Thales, Safran MBDA, entreprises partenaires du programme Rafale et leurs sous-traitants).

01/01 ARRIVÉE DES PREMIERS DRONES REAPER DANS L'ARMÉE DE L'AIR

En déplacement au Niger, Jean-Yves Le Drian a annoncé la réception par l'armée de l'Air des premiers drones Reaper et leur installation au Sahel avant une mise en œuvre opérationnelle courant janvier. Constitué de deux vecteurs aériens et d'un système de guidage, ce premier système

de drones vise à rattraper le retard que la France a pris ces dernières années. Ces drones serviront notamment au contrôle et au renseignement contre-terroriste dans la vaste zone sahélo-saharienne. La loi de programmation militaire 2014-2019 prévoit l'acquisition de 12 appareils de ce type.



21-22/01 LA CYBERSÉCURITÉ FAIT SON SHOW

Le 6^e Forum international de la cybersécurité, qui s'est déroulé à Lille, a été notamment marqué par le futur « pacte défense cyber » annoncé par Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense. Objectifs listés : développer « de nouvelles capacités défensives et offensives appuyées par un renseignement d'intérêt

cyber » et « accorder une grande importance à la base industrielle de technologie et de défense ». Le ministre a également énuméré des actions à mener pour y parvenir telles que « le renforcement des effectifs du Centre d'analyse et de lutte informatique défensive et de ceux de la Direction générale de l'armement ».



12-18/01 DU SKI POUR GLISSER VERS L'AUTONOMIE

La 33^e édition du stage de ski alpin et nordique organisé par le Cercle sportif de l'Institution nationale des Invalides a eu lieu à Besans, en Savoie, et a réuni des militaires des trois armées et de la gendarmerie blessés en opération ou en service, des pensionnaires des Invalides et des mal-

voyants civils. Objectif : redonner confiance et permettre de pratiquer des activités sportives. Cette année, les 20 participants étaient encadrés par 25 militaires issus des trois armées, notamment de la 27^e brigade d'infanterie de montagne et des cellules d'aide aux blessés des armées.



19 FÉVRIER

Conseil de défense franco-allemand, Paris.

1^{er} MARS

Course relais « 89 km pour ceux d'Afghanistan », écoles de Saint-Cyr Coëtquidan.

JUSQU'AU 7 MARS

Exposition « Fusillé pour l'exemple - Les fantômes de la République », Hôtel de ville de Paris.

17 MARS

Table ronde sur le marché mondial des armements, Irsem, École militaire, Paris.

17 MARS

Séminaire interarmées des grandes écoles militaires, Paris.

LES MISSIONS OUTRE-MER

La défense du sanctuaire national ne se limite pas à la « ligne bleue des Vosges ». La mission des armées ne se cantonne pas aux menaces militaires interétatiques.

La présence du personnel de la Défense dans les départements et collectivités d'outre-mer concourt au fonctionnement de l'État et à la préservation de nos intérêts vitaux : protection des ressources naturelles, lutte contre les trafics et l'immigration illégale, participation aux plans de sauvegarde dans les catastrophes naturelles, lien social.

DOSSIER DIRIGÉ PAR FLORA CANTIN





Entretien avec le capitaine de vaisseau Luc Raynal,
officier traitant « forces de souveraineté » à l'État-Major des armées

©EMA

« La mission numéro 1 des forces de souveraineté est la protection du territoire national »

Chargées de veiller sur 19 % du territoire français et 96 % de ses zones économiques exclusives, les forces des DOM-COM remplissent de nombreuses tâches, souvent liées aux spécificités de leur zone. Selon les préconisations du Livre blanc, elles vont être amenées à se concentrer sur les missions strictement militaires.

Qu'entend-on exactement par les termes forces de souveraineté ?

Il s'agit des forces militaires stationnées outre-mer dans les cinq DOM-COM (départements d'outre-mer et collectivités d'outre-mer). Elles comptent les Forces armées aux Antilles (FAA), implantées en Guadeloupe et Martinique, les Forces armées en Guyane (FAG), les Forces armées en zone sud de l'océan Indien (Fazsoi), basées à La Réunion et à Mayotte, les Forces armées en Nouvelle-Calédonie (Fanc) et les Forces armées en Polynésie française (FAPF). Elles relèvent toutes d'un Comsup, un commandant supérieur, qui a autorité sur l'ensemble des forces, à la fois dans le domaine opérationnel et le domaine organique (préparation des forces, soutien...) et qui est également commandant de la base de défense. Les Comsup sont sous l'autorité directe du chef d'État-Major des armées. En termes d'effectifs, cela représentera, à l'été 2014, environ 8 500 personnes, dont 7 200 militaires – permanents ou en missions de courte durée – et quelque 1 300 civils.

Quelles sont leurs particularités ?

Leur environnement de travail est difficile car très marqué par l'insularité : l'outre-mer représente seulement 4 % de la population française et 19 % du territoire, mais 96 % des zones économiques exclusives (espace maritime sur lequel un État côtier exerce

des droits souverains en matière d'exploration et d'usage des ressources et qui s'étend jusqu'à environ 370 kilomètres de ses côtes). Autres caractéristiques : une très grande dispersion géographique et un environnement souvent exigeant propre aux zones tropicales ou équatoriales, avec des phénomènes naturels marqués comme les tsunamis, les tremblements de terre, les éruptions volcaniques et les cyclones. Par ailleurs, nos territoires d'outre-mer, qui représentent des pôles de stabilité et recèlent des ressources naturelles importantes, suscitent des convoitises. Nous sommes donc présents pour défendre nos intérêts, préserver nos espaces et garantir la liberté des échanges et notre activité économique.

Quelles sont justement les missions précises remplies dans ce cadre ?

La mission numéro 1 est la protection du territoire national. Il n'y a pas aujourd'hui à proprement parler de menaces d'agressions par d'autres pays, mais il est nécessaire de lutter contre les trafics de toutes sortes qui s'installent sur notre territoire. Chaque zone nécessite d'effectuer des missions spécifiques : lutte contre l'orpaillage clandestin en Guyane, contre la pêche illicite dans l'océan Indien, contre l'immigration clandestine à Mayotte, contre le narcotrafic aux Antilles... La deuxième mission relève de la diplomatie militaire, notamment à travers des actions de coopéra-



Saut au-dessus de Mayotte par un parachutiste du 2^e RPIMa.

©2E RPIMa

tion régionale. Le fait que nous soyons présents dans ces régions du monde contribue au rayonnement de la France. Nous rappelons par notre présence que nous y avons des intérêts et des responsabilités et ce, même si nous sommes très éloignés de l'Europe. Ainsi, aux Antilles, nous travaillons étroitement avec les Américains contre le narcotrafic et, dans l'océan Indien, nous concourons à la stabilité et au développement de la région confrontée à la piraterie, en coopération avec Madagascar ou l'Afrique du Sud. Enfin, nous possédons la capacité d'intervenir d'urgence et localement. En cas de catastrophe naturelle et en soutien de l'État, nos forces sont regroupées et dimensionnées pour agir rapidement avant que des moyens venus d'ailleurs n'arrivent. Ce fut le cas lors du tremblement de terre de janvier 2010 en Haïti : dans les jours qui ont suivi, nous avons envoyé depuis les Antilles des équipes de secours et du matériel.

Dans la perspective des restructurations des forces armées, quel est l'avenir des forces de souveraineté ?

La loi de programmation militaire va imposer des réductions de personnel. Les modalités ne sont pas encore arrêtées, mais les forces de souveraineté contribueront à la déflation

des effectifs à hauteur de 500 militaires. Comment et où va-t-on réduire ? Nous ne le savons pas encore. Mais cette réduction ne perturbera pas le modèle qui est cohérent et a déjà été rationalisé entre 2010 et 2014 avec une réduction de 22 % des effectifs.

Le Livre blanc actuel souligne quant à lui fortement l'importance de l'outre-mer comme enjeu stratégique et engage surtout les administrations civiles à renforcer leurs moyens d'intervention, les armées étant amenées à se concentrer sur leurs missions strictement militaires. En effet, les armées mettent en œuvre des moyens et des capacités qui font souvent défaut aux autres administrations, plus modestement dotées outre-mer qu'en métropole. En Polynésie, par exemple, les bâtiments de la Marine nationale assurent des missions de présence administrative au profit des populations quand aucun autre moyen n'est disponible pour le faire. Or ce n'est pas là une mission militaire. Nous sommes désormais dans une phase transitoire où les autres administrations doivent prendre le relais de ce que la Défense pouvait faire jusqu'à présent et qui ne rentrait pas strictement dans ses attributions.

Propos recueillis par Laetitia Perier



Les forces de souveraineté

(au 1^{er} janvier 2014)



Effectifs des forces armées de Polynésie française : 1 380

Polynésie

- Détachement Terre de Polynésie - Régiment d'infanterie de marine du Pacifique-Polynésie
- Base navale de Papeete
- Détachement Air 190 de Faa'a

Polynésie française

Zone de responsabilité prioritaire Polynésie française

Océan Pacifique

Zone de responsabilité prioritaire Antilles

Guadeloupe
Martinique

Guyane

Zone de responsabilité prioritaire Guyane

Océan Atlantique

Effectifs des forces armées aux Antilles : 1 495

Martinique

- Détachement Terre Antilles - 33^e régiment d'infanterie de marine
- Base navale de Fort-de-France
- Pôle aéronautique étatique du Lamentin

Guadeloupe

- Détachement Terre Antilles - 33^e régiment d'infanterie de marine

Effectifs des forces armées en Guyane : 2 380

Guyane

- 9^e régiment d'infanterie de marine - 3^e régiment étranger d'infanterie
- Base navale de Dégrad-des-Cannes
- Base aérienne 367

-  Armée de Terre
-  Marine
-  Armée de l'Air

Effectifs des forces armées de la Nouvelle-Calédonie : 1 680

Nouvelle-Calédonie

-  Régiment d'infanterie de marine du Pacifique-Nouvelle-Calédonie
-  Base navale Chaleix
-  Base aérienne 186

Océan Pacifique

Océan Indien

Mayotte
La Réunion

Zone de responsabilité prioritaire sud océan Indien

Îles Kerguelen

16 300 km

Wallis-et-Futuna
Nouvelle-Calédonie

Zone de responsabilité prioritaire Nouvelle-Calédonie

Effectifs des forces armées en zone sud de l'océan Indien : 2 130

La Réunion

-  2^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine
-  Base navale de la pointe des Galets
-  Détachement Air 181

Mayotte

-  Détachement de la Légion étrangère de Mayotte
-  Élément de la base navale



Logistique

Agir au bout du monde

Mener à bien des opérations très diverses dans des espaces géographiques souvent vastes et par essence éloignés de l'Hexagone, c'est le défi que doivent relever au quotidien les forces de souveraineté. Dans des environnements naturels parfois inhospitaliers, l'anticipation et la rigueur sont les clés du succès.

Loin de l'image de carte postale, les DOM-COM français sont, pour le logisticien ultramarin, un défi permanent. Insularité, immensité et diversité traduisent à elles seules les difficultés à surmonter. 1/5^e du territoire national est dispersé sur les trois océans, jusqu'à plus de 16 000 kilomètres de Paris, ce qui représente un effort logistique important. À cela s'ajoutent les zones de responsabilité prioritaires marines et les espaces aériens associés. Unique exception continentale, la Guyane présente d'autres contraintes. Plus de 9 000 personnes sont affectées dans l'outre-mer français. Leurs missions sont les mêmes qu'en métropole : protéger les intérêts de la France et sa population, et soutenir l'action de l'État. Leurs difficultés : composer avec les

élongations, les climats tropicaux, la forêt équatoriale ou les surfaces lagunaires qui impliquent un soutien logistique adapté et consommateur d'énergie. Dans la majorité des cas, le ravitaillement est effectué par mer ou par air. Le lieutenant-colonel Nicolas Rojot, chef de la division logistique à l'état-major interarmées des Forces armées en Guyane, explique : « Ici, chaque armée assure la maintenance de ses moyens propres : l'armée de l'Air ses avions, la Marine ses bateaux et l'armée de Terre ses engins terrestres de la gamme tactique, le groupement de soutien de la base de défense assurant quant à lui la maintenance des moyens communs. Annuellement, les moyens aériens transportent près de 800 tonnes de fret et 7 700 personnes ! La particularité du territoire guyanais réside dans son élongation et son



Décollage d'un Casa depuis un atoll. La dispersion des unités sur les îles polynésiennes rend nécessaire l'utilisation de moyens aériens.



climat équatorial humide. Les aéronefs ne mènent pas les mêmes missions qu'en métropole. Là-bas, les Casa effectuent d'assez longues missions, tandis qu'ici les nombreux vols sont courts – une heure – avec des décollages et des atterrissages très fréquents sur des pistes assez courtes et parfois en mauvais état, facteurs de vieillissement précoce pour les appareils. Le climat chaud et humide engendre des pannes atypiques et les délais d'intervention sont plus longs. De plus, les pièces mettent beaucoup plus de temps à arriver du fait de l'éloignement de la métropole. Quant aux navires, conçus pour des missions par tous temps et par toutes mers, les pannes sont plus classiques, mais le problème d'acheminement des pièces reste le même. »

Anticiper, optimiser et composer avec les climats

Outre-mer, les maîtres mots du logisticien sont organisation et anticipation. Pour le lieutenant-colonel Didier Flichot, chef du bureau maintenance et logistique du 9^e régiment d'infanterie de marine, basé à Cayenne, « *le plus compliqué réside dans la coordination des vecteurs à mettre en œuvre. Du fait de la nature du milieu guyanais, le régiment n'est pas autonome pour ses transports. Nous faisons appel aux moyens aériens de l'armée de l'Air, pour lesquels une planification est nécessaire. Sans avion ou hélicoptère, nous acheminons par voies routières et fluviales. En moyenne, nous prévoyons une heure d'avion pour les liaisons les plus courtes et jusqu'à deux jours et demi pour des acheminements de fret par camions et pirogues* ». En Guyane, la posture opérationnelle est permanente. Le soutien d'un soldat représente 8 kilos de fret par jour. Chaque rotation d'aéronef est donc optimisée. « *Les ravitaillements ont lieu tout au long de l'année. Annuellement, nous acheminons environ 65 tonnes de rations de combat et 80 tonnes d'eau sur l'ensemble de nos postes. Le carburant arrive en seconde place* », ajoute le lieutenant-colonel Flichot. Les capacités d'emport sont contraintes : la charge offerte par un hélicop-

tère Puma peut aller jusqu'à 1 tonne quand celle d'un Casa atteint 5 tonnes.

Dans les DOM-COM, le climat a un impact important sur les opérations. En Guyane, la grande saison des pluies contribue à une hausse importante du niveau des fleuves. Le ravitaillement sur la base opérationnelle avancée de Maripasoula, située dans le sud-ouest de la Guyane, n'est alors possible que par voie fluviale, les aires de poser étant impraticables. Quatre à 5 pirogues peuvent transporter environ 4 tonnes de fret. À 9300 kilomètres de Paris, le capitaine de vaisseau Jacques Luthaud, basé à La Réunion, est l'adjoint interarmées au commandant de la zone maritime du sud de l'océan Indien. « *Compte tenu de l'immensité et de l'éloignement des espaces maritimes à surveiller, du coût élevé et de la complexité de la surveillance des mers, le ravitaillement logistique repose sur la mutualisation interministérielle des moyens. Le Marion Dufresne, navire des Terres australes antarctiques françaises (Taaf), remplit deux missions : la recherche scientifique et le ravitaillement des Taaf depuis La Réunion. Il n'existe aucun port dans les bases australes : l'hélicoptère et les moyens nautiques annexes assurent le lien avec la terre* », explique le capitaine de vaisseau.

Au large de Madagascar, quinze militaires sont déployés en permanence sur les îles Éparses, soit 33 kilomètres carrés de terres immergées. Ils sont ravitaillés par des Transall tous les 30 à 45 jours. Deux fois par an, un bâtiment de transport léger assure l'acheminement des matériaux lourds. Malgré les complexités du soutien logistique outre-mer, le défi opérationnel est relevé en permanence, permettant aux armées de poursuivre la mission. ■

Flora Cantin



Ci-dessus : à Juan de Nova, l'une des îles Éparses, approvisionnement et relève ont lieu tous les 45 jours par Transall.

En haut à gauche : le Marion Dufresne, navire ravitailleur des terres australes et antarctiques françaises, à quai à La Réunion.



Action de l'État en mer

11 millions de km² à surveiller

Faire respecter la souveraineté des eaux, traquer la pêche illégale, lutter contre le trafic de drogue ou celui d'êtres humains... L'immensité du territoire maritime français rend ces tâches délicates à accomplir. Pour y parvenir, la Marine collabore avec d'autres services de l'État et coopère avec certains pays.

L'accroissement des transports maritimes, dû au développement des activités économiques intercontinentales, et l'augmentation du nombre des pratiques illicites sur les mers font de la maîtrise de l'espace océanique l'un des enjeux majeurs du ^{xxi}^e siècle. La France doit organiser sa capacité d'action dans ce domaine en tenant compte de ces changements récents. Le dispositif de l'action de l'État en mer (AEM) repose sur la coordination entre une dizaine de ministères et d'administrations disposant de compétences et de moyens maritimes. En métropole, l'AEM est placée sous la responsabilité d'un préfet maritime, qui anime et coordonne les contributions de l'ensemble des administrations. Outre-mer, ces fonctions sont dévolues aux préfets (Martinique, Guyane, la Réunion) ou aux hauts-commissaires de la République (Polynésie française et Nouvelle-Calédonie), délégués du gouvernement, qui sont assistés par le commandant de la zone maritime.

Garantir la souveraineté de l'État

« Outre-mer, les enjeux de l'AEM sont différents de ceux de métropole », explique le capitaine de frégate François Marescaux, chef du bureau de l'action de l'État en mer à l'état-major de la Marine. La France, grâce à ses départements et collectivités territoriales d'outre-mer, représente le deuxième territoire maritime au monde, après les États-Unis, totalisant onze millions de kilomètres carrés d'espaces maritimes. Les zones à surveiller sont ainsi souvent très éloignées. « La difficulté est que nous devons garantir que la souveraineté de l'État est respectée dans les eaux qui sont sous notre juridiction. Or certaines de ces zones et possessions sont remises en cause régulièrement par des pays voisins. C'est notamment le cas des îles Éparses par Madagascar, des îles Matthew et Hunter par le Vanuatu, ou encore de Clipperton par le Mexique. Nous avons des intérêts il faut les défendre. »



L'autorité française sur ses eaux s'exerce en partie par le contrôle des flux. « La surveillance des pêches aux confins de nos zones économiques exclusives représente une de nos grandes problématiques », ajoute le chef de bureau. Un sujet devenu stratégique en partie avec la raréfaction de la ressource halieutique. « Nous exerçons une surveillance constante dans la zone sud de l'océan Indien et en Polynésie, car les pays asiatiques, gros consommateurs de

produits de la mer, pillent nos eaux riches en poissons. Il s'agit de les repousser pour les empêcher de venir pêcher de manière illégale », précise François Marescaux. « Dans le sud de l'océan Indien, précise le capitaine de vaisseau Jacques Luthaud, commandant de la zone maritime sud de l'océan Indien, des bateaux usines viennent pêcher pendant plusieurs mois, congelant immédiatement le poisson. Pourtant, les capitaines de ces navires risquent des peines de prison, de fortes amendes et de voir leur bâtiment saisi. »

Sous l'œil des satellites

Mais les seuls moyens de la Marine ne suffisent pas à une veille et une intervention permanentes. C'est pourquoi une



©SIRPA MARINE

observation par satellite des eaux a été instaurée. Parallèlement, des accords en matière de contrôle maritime et de police des pêches ont été signés avec des pays voisins comme l'Australie. Cette dernière dispose d'une zone économique exclusive (ZEE) adjacente à la zone française de Kerguelen. Ce type de coopération permet donc une surveillance permanente des ZEE de chaque État, tout au long de l'année, pour en protéger les ressources marines.



J.-J. CHATARD/DICOD

Ci-dessus : des clandestins ont été interceptés par un Zodiac des éléments de la base navale de Mayotte.

Ci-contre : les hommes du *Germinal*, l'une des deux frégates de surveillance de la Marine nationale engagée aux Antilles, ont effectué une prise record de 3,6 tonnes de cocaïne en février 2011.

Autre zone stratégique concernée par la pêche illégale, la Guyane. « Dans cette région, la situation est différente. Nous avons affaire à des petits pêcheurs brésiliens qui viennent puiser en toute illégalité à bord de leurs bateaux en bois, les tapouilles, dans les eaux guyanaises très riches en poissons. Ces braconniers sont extrêmement violents, n'hésitant pas à utiliser des machettes ou des armes à feu contre les forces de l'ordre », note le responsable de l'état-major de la Marine.

Parmi les activités illicites, qui gagnent en nombre chaque année, le narcotrafic est également au cœur des problématiques de l'AEM, principalement pour la zone des Antilles françaises. La Marine nationale y accomplit des opérations planifiées au cours desquelles des moyens aéronavals sont mis en œuvre. Ces interventions se déroulent dans un cadre interministériel et international. « Mais cette zone n'est pas la seule concernée, relève le capitaine de frégate Marescaux. Le trafic de drogue a également récemment fait son apparition dans le Pacifique sud. »

Mais l'un des enjeux pour l'avenir consistera surtout à gérer l'accroissement du trafic maritime dû à l'ouverture de nouvelles routes. « Aujourd'hui, 80 % des échanges transitent par les océans. Avec l'ouverture de nouveaux axes maritimes, notamment entre l'Atlantique et le sud-est asiatique via le cap de Bonne Espérance, les missions de l'AEM changeront de nature. Nous devons être plus attentifs aux flux, qui peuvent représenter des problèmes de sécurité pour les navires, les personnes et les biens à bord, mais aussi des risques environnementaux », conclut le capitaine de frégate François Marescaux. La Marine anticipe déjà ses modes d'action pour être réactive face à ces nouveaux défis. ■

Carine Bobbera



Missions intérieures

Sur la piste des orpailleurs

Durant deux jours, Armées d'aujourd'hui a suivi au cœur de la forêt guyanaise une patrouille du 2^e régiment étranger de génie, accompagnée de deux gendarmes, dans sa traque aux chercheurs d'or. Une intervention menée dans le cadre de l'opération interarmées et interministérielle Harpie mise en place en 2008.

Sous la canopée guyanaise, immense capteur solaire, la chaleur avoisine les 35 °C. Il est environ 14 heures en ce premier jour de décembre 2013. Le taux d'humidité frôle les 95 %. La végétation est dense, la visibilité réduite. Une dizaine de militaires progressent en toute discrétion au cœur de la forêt. Cette patrouille de la 3^e compagnie du 9^e régiment d'infanterie de marine, armée par le 2^e régiment étranger de génie et accompagnée par deux gendarmes, a pour mission de démanteler un site d'orpaillage illégal. Depuis deux heures déjà, les hommes marchent, arme en bandoulière et sac sur le dos. *« Il fait chaud, on transpire très vite. Les treillis sont trempés. De plus, avancer au travers d'une végétation dense est très compliqué, murmure le sergent B., chef de groupe, pour ne pas se faire repérer par d'éventuels orpailleurs. Le terrain est escarpé, on n'y voit pas à 20 mètres. »*

Subitement, les trois hommes de tête, dont le lieutenant Pierre-Édouard, chef de section, se mettent à courir. Ils ont entendu des bruits suspects. La patrouille vient de tomber sur un lieu d'orpaillage clandestin récemment abandonné. Les arbres ont été coupés par les extracteurs d'or, facilitant l'installation de leur matériel dans la crique. Le lit de la rivière est endommagé et l'eau polluée. Le lieutenant Pierre-Édouard commente : *« Les orpailleurs viennent juste de quitter le site. Ils ont tout laissé sur place, c'est une bonne prise. »* Le maréchal des logis-chef Cyril, gendarme, d'ajouter : *« Ils ont même laissé la table de levée avec son tapis couvert de matière aurifère et quelques grammes de mercure ! »*

À 17 h 30, la forêt s'obscurcit : la nuit tombe et avec elle une pluie soutenue. *« Normalement, nous devons mon-*

ter le bivouac avant la nuit, indique le lieutenant Pierre-Édouard. Mais là, nous devons en priorité aider les gendarmes à détruire le matériel. » Sous la pluie, les légionnaires aux visages maculés de boue, les pieds dans l'eau trouble, détruisent les 80 mètres de tuyau, la table de levée, les 50 m² de bâche et les 20 mètres de câble radio à l'aide de leurs coupe-coupe. Deux motopompes flambent sous l'effet d'un pot thermique. Sept cartouches de 12 millimètres, 1,5 gramme de matière aurifère et 100 grammes de mercure, utilisé pour amalgamer l'or (son utilisation est interdite depuis 2006), sont saisis par les gendarmes.

Le camp abandonné des chercheurs d'or

À environ 300 mètres de là, la zone vie des extracteurs d'or est encore installée. À leur grande surprise, les militaires tombent sur une jeune brésilienne assise près des hamacs vides, sa petite fille de 3 ans sur les genoux. Les gendarmes obtiennent quelques renseignements sur le groupe d'orpailleurs qui a pris la fuite. La jeune femme leur indique, en portugais, qu'il se compose de trois hommes qui travaillent sur ce site depuis plusieurs mois. Ils sont partis avec les téléphones et les radios. *« Le père ne doit pas être très loin, confie le maréchal des logis-chef Cyril. La petite est trop jeune pour marcher sur des kilomètres en forêt : nous ne pouvons pas les ramener. Elles resteront toutes les deux ici et rien ne sera détruit au niveau de la zone vie. »* À la lumière des lampes torches, les militaires fouillent les alentours. De l'argent, des passeports brésiliens et un carnet de notes sont saisis.

Le bivouac est monté sur l'aire d'habitation des orpailleurs. Pendant la nuit, les légionnaires montent la garde. Au cas où la jeune femme prendrait la fuite ou si les trois Brési-



A. KARAGHEZIAN@ECPAD

liens revenaient accompagnés et armés... Après l'opération Titan, mission de protection du Centre spatial guyanais, le soutien de l'action de l'État, comme l'opération Harpie ou la police des pêches, est l'autre priorité des Forces armées de Guyane et de la gendarmerie. Depuis 2008, la lutte contre l'orpaillage illégal est une mission interarmées et interministérielle unique qui illustre l'engagement des armées sur le territoire national. ■

Flora Cantin

Ci-dessus : dans le cadre de Harpie, les 1^{er} et 2 décembre, un groupe du 2^e régiment étranger de génie mène une mission d'appui à la gendarmerie. Après 3 heures d'infiltration en forêt équatoriale, un site d'orpaillage clandestin est repéré.

En bas à gauche : en fin d'après-midi, sous la direction des gendarmes, le matériel utilisé par les chercheurs d'or est détruit par les légionnaires.

En bas à droite : le lendemain, les piroguiers du 9^e régiment d'infanterie de marine exfiltrent la patrouille par le fleuve Maroni vers le camp de Saint-Jean-du-Maroni.



A. KARAGHEZIAN@ECPAD



A. KARAGHEZIAN@ECPAD



Service public

Un rôle majeur pour la Défense

Outre leur mission de défense de la nation, les forces armées sont également impliquées dans des fonctions de soutien de l'État. Cette activité, de la lutte contre l'immigration clandestine à l'aide aux populations sinistrées, nécessite souvent une action coordonnée entre différents ministères.

Un mort, 17 blessés, 175 000 foyers privés d'électricité et des dégâts matériels considérables : le 2 janvier, le cyclone tropical Bejisa n'a pas épargné la Réunion. Pour faire face à ce phénomène météorologique, l'un des plus violents qu'ait connu ce territoire depuis vingt ans, le préfet a réquisitionné les Forces armées en zone sud de l'océan Indien (Fazsoi). Près de 400 militaires, parmi lesquels des jeunes volontaires du service militaire adapté (SMA), ont été mis à contribution pour participer aux premiers déblaiements dans les secteurs les plus touchés et ainsi faciliter l'accès des premiers secours aux victimes. De l'autre côté du globe, le 6 janvier, près de Cayenne, un hélicoptère Fennec de l'escadron de transport 68 Antilles-Guyane participait à une opération de recherche et de sauvetage après le crash d'un aéronef civil.

Il s'agit sans doute des illustrations les plus récentes de l'implication des armées dans des missions de service public au sein des DOM-COM. Car en plus de leurs responsabilités opérationnelles, les militaires participent également au soutien de l'État à travers la protection du centre spatial guyanais, la surveillance des approches maritimes, le secours aux populations ainsi que la lutte contre le pillage des ressources naturelles (pêche illicite, orpaillage) et les trafics (stupéfiants).

C'est notamment le cas aux Antilles, où le ministère de la Défense contribue de manière active à la lutte contre le narcotrafic en mobilisant en permanence deux frégates de surveillance. Dans la région, les Caraïbes représentent un point de passage clé du commerce de stupéfiants des zones de production – en Amérique latine où 1 500 tonnes de cocaïne seraient produites chaque année –, aux centres de consommation – l'Amérique du Nord et l'Europe. Les

bâtiments de la Marine nationale, seuls capables de naviguer en haute mer, peuvent ainsi intervenir sur toute la zone de transit des trafiquants et intercepter les *go fast*, puissantes embarcations à moteur utilisées par les trafiquants, qui remontent l'arc caribéen.

Synergies et mutualisation

« Nous faisons souvent appel aux armées pour leurs moyens matériels et humains, malgré le fait qu'elles aient connu une importante reconfiguration outre-mer », explique Jean-Christophe Bouvier, directeur adjoint du cabinet de Victorin Lurel, ministre des Outre-mer. En effet, le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008 avait acté le principe d'un dimensionnement de la présence militaire dans les outre-mer répondant aux besoins correspondant strictement aux missions des armées et au renforcement des moyens civils. « Depuis 2010, nous recherchons des synergies et des mutualisations interministérielles pour optimiser encore le dispositif de sécurité et de souveraineté outre-mer. Dans des territoires insulaires, la surveillance de nos côtes et la lutte contre les menaces comme l'immigration clandestine ou le trafic de drogue peuvent être communautarisées. Si l'on regarde la Polynésie française et ses 118 îles, l'immensité de l'espace nécessite de fait une interministérialité de l'action de l'État. Concernant Mayotte, nous avons un territoire « neuf » – département français depuis mars 2011 – qui requiert une mise à niveau des moyens de surveillance et qui pourrait utilement bénéficier de cette mise en commun des moyens. À nous de faire œuvre de pédagogie dans un contexte budgétaire contraint », estime Jean-Christophe Bouvier. À l'heure actuelle, la nouvelle répartition de la contribution apportée par chaque ministère n'a été que

partiellement suivie d'effets et des questions majeures d'équipement restent en suspens, tant dans les domaines maritime qu'aérien.

Cependant, la Défense reste un partenaire privilégié « Nous avons obtenu une écoute très positive de la part du ministère de la Défense et du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale dans le cadre de l'élaboration du Livre blanc 2013. Bien sûr, nous devons encore travailler sur certains points et pas seulement dans le cadre de ces instances institutionnelles et ponctuelles, mais de manière plus quotidienne », poursuit le directeur adjoint des Outre-mer. Ce ministère a trouvé au sein de celui de la Défense l'écoute indispensable pour justifier la prise en compte des spécificités ultramarines dans l'élaboration du nouveau document. Ainsi, la Direction générale de l'armement a validé, en remplacement des bâtiments de transport légers amphibies, la construction de trois bâtiments multimissions destinés à l'outre-mer (voir infographie p. 36-37). Ces trois navires hauturiers de 1 500 tonnes



A. BATESTINI@ARMÉE DE L'AIR



© MARINE NATIONALE



© FAZSOI

En haut : des militaires du patrouilleur *La Capricieuse* arraisonnent des pêcheurs surinamiens dans les eaux françaises de Guyane. Ils seront raccompagnés vers leur territoire de pêche d'origine.

Ci-dessus : des volontaires du service militaire adapté de La Réunion déblaient la route de Saint-Louis après le passage du cyclone Bejisa, le 2 janvier.

Ci-contre : les hommes de la sécurité civile ont également été mis à contribution pour réparer les nombreux dégâts causés par cette tempête sur l'île.

permettront de surveiller et de protéger les intérêts français dans les zones économiques exclusives, d'assurer des missions de sauvegarde et d'assistance au profit de la population et enfin de projeter ponctuellement des forces. Même si elles se recentrent sur leur cœur de métier, les armées apportent toujours leur appui à ces îles et territoires éloignés. « La dispersion de nos territoires ultramarins sur quatre océans a nécessité, nécessite et nécessitera toujours le repositionnement des moyens militaires. Sans ces capacités minimales, nous ne serions plus en mesure d'assurer la souveraineté de la France et de réagir en cas de crise », conclut Jean-Christophe Bouvier. ■

Samantha Lille



Service militaire adapté

Au service de l'insertion

Depuis cinquante ans, les armées offrent à de jeunes ultramarins en situation d'échec scolaire et social une formation professionnelle de qualité par le biais du service militaire adapté (SMA). L'an dernier, près de 5 400 stagiaires ont bénéficié d'une formation de 6 à 12 mois dans une des 80 spécialités proposées.

Bien loin du service militaire « classique », le service militaire adapté (SMA) permet, depuis plus de cinquante ans, l'insertion sociale et professionnelle de jeunes hommes et femmes ultramarins éloignés de l'emploi. Sept unités du SMA sont implantées sur l'ensemble des DOM-COM français, chacune proposant des formations allant de 6 à 12 mois, encadrées par des militaires. Les bénéficiaires, âgés de 18 à 25 ans, acquièrent des compétences sociales et professionnelles dans un cadre structurant. En 2013, 5 400 jeunes ultramarins ont rejoint l'une des unités du SMA et suivi une formation dans l'une des 80 spécialités proposées. « *Tous les ans, nous accueillons 400 volontaires stagiaires, en échec scolaire ou en perte de repères, ainsi que 100 volontaires techniciens, jeunes diplômés, pour une première expérience professionnelle* », indique le capitaine Paoletti, officier supérieur adjoint du bataillon du SMA (BSMA) de Mayotte.

Accompagnement par l'exemple

Les volontaires stagiaires sont souvent en situation d'illettrisme. « *Cette population forme 40 à 45 % de notre recrutement* », souligne le lieutenant-colonel Labarre, commandant en second du régiment du SMA (RSMA) de Guyane. Des professeurs mis à disposition par l'Éducation nationale dispensent alors des cours de français et de mathématiques. Le capitaine Micot, de la même unité, ajoute : « *Le SMA représente un espoir pour celui qui croyait avoir tout raté. Les jeunes retrouvent confiance en eux après avoir connu l'échec. Ils se rendent compte de l'utilité de savoir écrire, ne serait-ce que pour rédiger leur CV. Il y a un véritable accompagnement par l'exemple.* »

En 2013, le RSMA de Guyane a formé plus de 500 jeunes à 17 métiers différents tels que conducteur d'engins, agent d'entretien du bâtiment ou encore auxiliaire de vie. « *Les formations concernant le bâtiment et les travaux publics*

sont prisées, car tout est en développement en Guyane », observe le capitaine Delisle, officier adjoint de la 1^{re} compagnie. Les filières professionnelles proposées par le SMA sont adaptées aux besoins du territoire : ceux-ci sont différents en Polynésie, à La Réunion ou en Nouvelle-Calédonie. Le lieutenant-colonel Boccon-Liaudet, directeur des opérations du SMA, explique : « *Nous partons du besoin local pour créer ou supprimer des filières. Chaque chef de corps traite directement avec le préfet, le président du conseil régional et le commandant du service militaire adapté, le général Loiacono, basé au ministère des Outre-mer, à Paris, afin de disposer des moyens nécessaires à sa mission d'insertion. Le budget du SMA ne relève d'ailleurs pas du ministère de la Défense.* »

À Saint-Laurent-du-Maroni, à 260 kilomètres de Cayenne, la volontaire stagiaire Maïlysse, 19 ans, chemisier blanc et jupe noire, assure le service en salle au restaurant pédagogique du régiment. Elle s'est engagée en mai dernier pour



Cours pratique sur le service au restaurant pédagogique du régiment du service militaire adapté de Saint-Jean-du-Maroni, en Guyane.

A. KARAGHEZIAN ECPAD





À Saint-Pierre, dans le sud de l'île de La Réunion, des stagiaires sont formés à la maçonnerie.

suivre une formation d'agent polyvalent de restauration.

« J'ai quitté l'école à 16 ans. Je voulais partir loin pour m'en sortir, mais je ne savais pas où aller, explique-t-elle, un peu gênée. Je me suis donc rendue à Cayenne, mais j'étais sans travail. Je tournais en rond alors j'ai décidé de m'engager au RSMA. Au début, c'était difficile : on nous apprend à mieux parler, à être poli... Mais je ne regrette rien, car c'est une chance pour moi. » Près d'elle, Karine, sa camarade de 18 ans, ajoute : « C'est vrai que ce n'est pas évident au début : faire du sport trois fois par semaine, porter une tenue militaire, être à l'heure et retenir tous les grades... Pourtant, progressivement, je me suis aperçue que j'étais devenue plus autonome, que j'avais davantage confiance en moi, que je savais réagir en cas de difficulté. Ma formation se termine fin février, j'ai hâte de me confronter à la vie active. »

L'une des composantes de la réussite du SMA réside dans son encadrement militaire et local au travers des engagés volontaires du SMA (EVSMA). « Les stagiaires portent l'uniforme, mais ils ne sont pas formés pour être projetés sur les théâtres d'opération. Cependant, le savoir-faire militaire et les valeurs que l'on partage constituent le cadre pédagogique qui permet aux jeunes de prendre confiance en eux et de progresser », souligne le lieutenant-colonel Boccon-Liaudet

Le caporal-chef Amata, originaire de Mayotte, a suivi ses études en métropole. Après avoir obtenu son brevet technique en mécanique, il a choisi de devenir EVSMA pour aider, former et accompagner les jeunes Mahorais : « Je leur apprend les bases de la mécanique et je les pousse à aller au-delà de leurs compétences. J'ai eu des jeunes qui après leur passage au BSMA ont repassé leurs examens et obtenu CAP, BEP ou bac pro. »

À l'issue de leur parcours, après l'obtention du certificat d'aptitude personnelle à l'insertion, trois jeunes sur quatre sont insérés dans le monde de la formation et de l'emploi : preuve que le SMA porte ses fruits. ■

Flora Cantin

Les effectifs du SMA dans les DOM-COM

Guadeloupe : 1 050

Guyane : 780

La Réunion : 1 530

Martinique : 790

Mayotte : 645

Nouvelle-Calédonie : 640

Polynésie : 650



L'ESPIONNAGE

La Bibliothèque des littératures policières de Paris présente jusqu'au 24 mars « Espionnage, les espions se livrent ». Le visiteur y découvre le matériel utilisé par les agents secrets français aux ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles et la relation complexe que les services de renseignement ont entretenue avec l'écrit...



Encre sympathique, brosses creuses... font partie de l'ancienne panoplie de l'agent secret.

E EN VITRINE

Des montres appareils photos, des sous-vêtements féminins à poches secrètes, des machines à écrire pour transcoder, des endoscopes pour regarder par les serrures de porte : bienvenue à la Bibliothèque des littératures policières de Paris, la Bilipo, métamorphosée, le temps d'une exposition, en annexe des services secrets français.

À partir des fonds de la bibliothèque, de collections privées, mais surtout du soutien précieux des services de renseignement français, Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) et Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) en tête, la Bilipo dévoile pour la première fois certains objets jadis employés par les agents. « *Nous avons voulu nous associer à cette manifestation pour mettre en avant notre patrimoine et dévoiler certains matériels utilisés aux XIX^e et XX^e siècles. Cette démarche inédite que nous avons entreprise permettra aux visiteurs de mieux appréhender les moyens et les missions de nos agents* », explique Nicolas West-Famose, responsable de la communication de la DGSE.

Enigma, une machine légendaire

En tout, une trentaine d'objets ou de documents appartenant à ce service ont été sortis de la salle muséale de la « piscine », le siège de la DGSE. Jusqu'ici seuls les agents de la caserne Mortier ou certaines personnalités de passage dans « la boîte » avaient eu le privilège de les admirer. Tous ces objets racontent une partie de l'histoire contempo-



Une montre servant d'appareil photo, une autre destinée à détecter les micros cachés... Certaines pièces de l'exposition proviennent de collections privées et de celles de la DGSE et de la DCRI.

raïne. C'est le cas d'Enigma, une machine légendaire utilisée pendant la Seconde Guerre mondiale par les Allemands pour coder leurs transmissions. D'un aspect extérieur banal, cette grosse machine à écrire cache en réalité un trésor de technologie qui a longtemps hanté les Alliés. Les opérateurs d'Enigma saisissaient simplement leur message sur le clavier. Celui-ci était ensuite crypté via un « rotor brouilleur », puis envoyé à une autre machine, réglée de la même façon, qui permettait de restituer le message. Ce que les Allemands ignoraient, c'est qu'un des leurs, Hans-Thilo Schmidt, avait vendu les plans d'Enigma aux

Français et que les Polonais utilisaient depuis les années 1930 une copie de la machine. Dès 1939, les Alliés réussirent à décrypter les communications allemandes, ce qui leur permit notamment de détruire les convois de ravitaillement des forces de l'Axe en Méditerranée. Aujourd'hui propriété de la DGSE, l'exemplaire présenté a été récupéré par les agents du Bureau central de renseignements et d'action, ancêtre de la DGSE dans la France libre. Au-delà des gadgets, c'est un arsenal de technologies d'époque qui est présenté rue du Cardinal-Lemoine. « *Nous avons souhaité montrer quelques objets spectaculaires,* ■■■

J.-J. CHATARD/ÉCOD



J.-J. CHATARD © DICOD

La machine électromécanique Enigma a été utilisée pendant la Seconde Guerre mondiale par les Allemands pour coder leurs transmissions. Grâce aux travaux du mathématicien Alan Turing et de son équipe, les services secrets britanniques réussirent à déchiffrer les messages générés par cet appareil.

■■■ *car c'est ce qui fait le charme du sujet* », résume Bruno Fuligni, le commissaire de ce rendez-vous. Ce spécialiste du renseignement insiste par ailleurs sur la quantité de rapports, fiches, dossiers et autres messages codés produits par les services secrets. La relation de ces derniers à l'écrit est d'ailleurs le thème retenu ici. Son exposition reprend en partie le travail qu'il avait commencé avec la publication de deux ouvrages, *Dans les archives inédites des services secrets. Un siècle d'histoire et d'espionnage français (1870-1989)*, paru en 2010, et *Le livre des espions*, une sorte de dictionnaire des mots et expressions employés par les professionnels de l'art, sorti deux ans plus tard. « *Nous n'aurions jamais pu réaliser un tel événement il y a encore dix ans. Aujourd'hui, le culte du secret est moins prégnant : les services peuvent communiquer sur leurs histoires et révéler leurs archives. Bien sûr, pour des raisons*

évidentes de sécurité, tout ne peut pas être montré, mais cette ouverture est à souligner », se réjouit l'organisateur.

Autre incontournable de l'exposition, un aide-mémoire manuscrit concernant des procédures radio clandestines, retrouvé en 1992 par les services français dans les bagages d'un agent de l'Est. Comme dans la célèbre bande dessinée de Tintin *Le Crabe aux pinces d'or*, les codes étaient dissimulés au verso d'une étiquette de boîte de conserve.

Écrivains d'espionnage et écrivains espionnés

Tandis que la fin de l'année 2013 a été marquée par la disparition de deux seigneurs de la littérature d'espionnage, Tom Clancy et Gérard de Villiers, l'exposition plonge le visiteur dans l'univers des écrivains d'espionnage et des écrivains espionnés. On apprend par exemple que Victor Hugo a fait l'objet d'une

surveillance de la part des services. Opposant déclaré à l'Empire, il était soupçonné de fomenter un attentat contre Napoléon III et l'impératrice Eugénie. Comme lui, d'autres grands écrivains français ont bénéficié d'une vigilance particulière : Émile Zola lors de l'affaire Dreyfus, ou Jacques Prévert pour ses liens supposés avec le Parti communiste.

Les amateurs de littérature et les férus du renseignement ont jusqu'au 24 mars pour plonger dans ce monde si secret. ■

Paul Hessenbruch

Infos pratiques

Jusqu'au 24 mars, du mardi au vendredi de 14 heures à 18 heures, le samedi de 10 heures à 17 heures. Entrée libre. Bilipo, 48-50, rue du Cardinal-Lemoine, Paris 5^e. Tél. : 01 42 34 93 00, www.bibliotheques.paris.fr

ARMÉES[♦]**D'AUJOURD'HUI**

Supair Mario

Parachutiste de l'extrême et messenger pour la paix, à 55 ans, l'adjudant-chef Mario Gervasi compte à son actif 10 000 sauts et une multitude de records. Longtemps mécanicien de l'armée de l'Air, il encadre depuis 2004 l'équipe de France militaire de parachutisme.

Il passe sa vie entre ciel et terre. Après avoir rêvé d'être pilote de chasse, c'est le parachutisme qui lui a permis de conquérir les airs. À 55 ans, l'adjudant-chef Mario Gervasi a plus de 10 000 sauts à son actif, mais sa particularité ne réside pas tant dans son palmarès sportif que dans la dimension humaniste qu'il a apporté à la discipline. Entré dans l'armée de l'Air en 1977, mécanicien de spécialité, il découvre le parachutisme lors de sa première affectation, à Solenzara, dans le cadre d'une section militaire de parachutisme sportif. Immédiatement, il est grisé par la sensation de liberté que lui procure son premier saut. « *J'ai ressenti une plénitude que je n'avais jamais connue, se souvient-il. Mais, techniquement, j'ai connu une progression en dents de scie. Le jour où j'ai pu sauter librement et non pas en automatique a été un déclic. À partir de là, je me suis amélioré.* »

Tout au long de ses affectations – Nice, Dakar, Toul, Djibouti –, il continue à pratiquer sa passion, se spécialise dans la précision d'atterrissage, participe à des meetings, mais a vite envie de donner une autre dimension au parachutisme : « *J'étais frustré de voir que les compétitions et les meetings n'intéressaient guère les médias. Or, ce sport et l'armée de l'Air m'ont tellement apporté que j'ai cherché d'autres moyens de faire parler d'eux.* »

Mario décide alors de s'attaquer à des symboles. En 1994, il saute sur le point le plus bas du globe, à - 430 mètres, en mer Morte. En 1995, direction le pôle Nord pour un saut sur le point zéro du

globe. En 1996, retour en Arctique, mais cette fois-ci en voile contact, discipline qui consiste à réaliser en équipe des figures voiles ouvertes. En 1998, il cumule le record du monde du saut le plus chaud, sur le lac Assal (Djibouti), à 71 °C et le record du monde du saut le plus froid, au pôle Nord, à - 110 °C à la sortie de l'avion, en conjuguant précision d'atterrissage et voile contact. Pour ce dernier exploit, il bénéficie de l'aide du Service de santé des armées : 10 jours durant, il passe entre 5 et 8 heures par jour dans un caisson

grand froid afin de tester sa résistance physiologique et ses équipements. Les médecins découvrent alors que Mario possède une capacité inhabituelle à supporter le froid : à - 60 °C, avec un tee-shirt et une veste sur le dos, sa température intérieure monte à près de 40 °C !

Un avantage pour le prochain défi qu'il relève : il saute à la verticale du point zéro du pôle Sud, au moment du passage à l'an 2000. Mission réussie non sans danger : il est coincé avec 6 autres personnes sur zone, 21 jours durant, du fait de la météo. Le froid, le rationnement des vivres, l'isolement et l'exploit sportif accompli attirent l'attention des médias du monde entier. « *Après cette confrontation avec la mort, on aborde la vie de manière différente* », glisse-t-il sans s'attarder sur cette épreuve. Avec les années 2000, il ne se contente plus d'additionner les exploits mais réalise des actions au profit des enfants du

monde, dans le cadre d'un programme initié par l'ONU. « *Porter des messages de paix, d'autant plus s'ils arrivent par la voie du ciel, est un symbole fort* ». En 2003, il reçoit la distinction mondiale de l'humanisme sportif, détenue notamment par Nelson Mandela et Koffi Annan. En 2004, sa passion devient son quotidien : l'armée de l'Air le mute à Dijon pour encadrer l'équipe de France militaire de parachutisme.

Une aubaine qui ne l'empêche pas de continuer à sillonner le globe. En 2010, il saute sur l'Everest avec sa compagne, Myriam Mura, qui est porteuse d'un message de paix du dalaï-lama. En octobre dernier, il y retourne avec Marc Kopp, un Français atteint de sclérose en plaques, qui devient le premier handicapé à sauter

« Mario est à la fois généreux et tenace. Face à un obstacle il fait tout pour le surmonter. »

en parachute en tandem sur l'Everest, s'élançant de 10 000 mètres d'altitude. Un pari difficile mais qui n'étonne pas son chef, le lieutenant-colonel Vincent Noré, commandant du Centre de formation et d'entraînement au parachutisme de haut niveau : « *Mario est à la fois généreux et tenace. Face à un obstacle, il fait tout pour le surmonter.* »

Et Mario n'est pas près de s'arrêter : cette année, il emmènera Marc Kopp sauter aux deux pôles. « *Il était si heureux, quand je le lui ai proposé, qu'il aurait pu lâcher ses béquilles et marcher normalement ! L'histoire est trop belle, il faut qu'elle continue* », dit-il pour justifier ces nouveaux défis. Il lui reste désormais un souhait : « *Que d'autres suivent le chemin que j'ai tracé et aillent encore plus loin.* » Avis aux amateurs de sensations fortes.

Laetitia Perier



Mario Gervasi en six dates

1958 Naissance
à Royan

1977 Entre dans
l'armée de l'Air

1995 Premier
saut sur
le pôle Nord

2003 Reçoit la distinction
mondiale de
l'humanisme sportif

2011 Naissance
de son fils

2014 Épouse
sa compagne



THE BOILING POINT.

Le 2 octobre 1912, le magazine satirique britannique *Punch* publie cette caricature des grandes puissances européennes tentant de contenir le « chaudron balkanique ». Le 18 octobre, la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et le Monténégro, soutenus par la Russie, attaquent l'empire ottoman, déclenchant la première guerre des Balkans, genèse du futur conflit mondial.

Europe 1914

La mécanique des alliances

L'équilibre des forces établi tout au long du ^{xix}e siècle entre les grands acteurs européens est rompu dès 1912 par une première guerre des Balkans. Les aspirations à l'autonomie des peuples de cette région mèneront les grandes puissances à s'affronter par le jeu des ententes.

En 1914, l'Europe domine le monde. Cette domination est le résultat d'un long processus que l'on peut faire commencer à l'aube des Temps modernes (à la fin du ^{xv}e siècle) avec les grandes découvertes et la première expansion coloniale, l'essor des sciences et des techniques à la Renaissance, puis le développement du capitalisme marchand. Plus récemment, c'est lors de la révolution industrielle du ^{xix}e siècle que s'est véritablement réalisée cette prépondérance. Elle s'exerce alors dans tous les domaines – économique, financier, scientifique, technique et militaire – et procure aux Européens un profond sentiment de supériorité. En 1900, l'Europe est peuplée d'environ 430 millions d'habitants et fournit 60 % de la production industrielle de la planète.

Au lendemain de la victoire prussienne de 1871, le chancelier Bismarck s'est employé à isoler diplomatiquement la France. Mais, après 1890, ce que l'on a appelé le « système bismarckien » n'est plus de mise et laisse la place à un dispositif d'alliances qui partage l'Europe en deux blocs dont la composition s'est modifiée selon les représentations des intérêts et des menaces. En 1914, ces blocs sont cristallisés en deux entités. D'une part, la Triple-Alliance, qui comprend l'Empire allemand (créé sous l'égide de Bismarck après la défaite de la France), l'empire d'Autriche-Hongrie et le royaume d'Italie, récemment unifié. Et d'autre part, la Triple-Entente, qui rassemble la France, la Grande-Bretagne

et l'empire de Russie. Ces coalitions ne correspondent pas à des divergences idéologiques : la France et la Grande-Bretagne sont des États démocratiques tandis que la Russie demeure une monarchie autoritaire, au même titre que les empires allemand et austro-hongrois.

Puissances coloniales, industrielles et militaires

La Grande-Bretagne est la première nation à avoir réalisé sa révolution industrielle. Disposant du plus vaste empire colonial, elle représente la première puissance économique du monde. L'Allemagne de Guillaume II occupe la deuxième place. Ses possessions coloniales sont très réduites, mais elle détient sur terre une puissance militaire de premier ordre, concrétisée par ses

fragilité. Quant à la Russie, elle demeure un pays essentiellement agricole dont l'expansion ne relève pas d'une entreprise coloniale dans la mesure où elle s'opère dans une continuité territoriale.

La fonction des alliances en Europe n'est donc pas idéologique. Elle est pragmatique et a vocation à être strictement défensive. Le principe qui a présidé à leur élaboration remonte au congrès de Vienne, en 1815, lorsqu'il a fallu rétablir, après l'aventure napoléonienne, un équilibre entre les puissances européennes, c'est-à-dire empêcher qu'un État puisse être à nouveau tenté de dominer le continent. Au ^{xix}e siècle, ce système avait dans l'ensemble relativement bien fonctionné. Il était d'autre part tout à fait adapté aux préoccupations des puissances coloniales qui souhaitaient avoir les mains libres en Europe pour réaliser les conquêtes qu'elles considéraient comme vitales.

1904 voit la première réorientation du système avec la signature de l'Entente cordiale entre le Royaume-Uni et la France, accord entre deux puissances

La fonction des alliances en Europe n'est pas idéologique. Elle est pragmatique et a vocation à être strictement défensive.

victoires de 1866 contre l'Autriche et de 1871 contre la France. Celle-ci, sous la III^e République, tient économiquement le troisième rang, mais son empire colonial considérable est le deuxième après celui de la Grande-Bretagne. L'empire d'Autriche-Hongrie ne peut rivaliser dans ces domaines. Il est composé d'une mosaïque de peuples dont beaucoup souhaitent s'affranchir de la tutelle des Habsbourg, ce qui constitue sa principale

qui avaient failli en venir aux armes quelques années auparavant. Les Britanniques souhaitent alors pouvoir concentrer leurs moyens pour contrer le vaste programme de construction navale allemand qui menaçait directement leur maîtrise des mers. Ce rapprochement a produit en Allemagne un effet considérable. Il a non seulement engendré un profond sentiment de méfiance, mais a commencé à développer une ■■■

■■■ hantise de l'encerclement, qui n'a fait que se renforcer.

Un second événement ébranla d'avantage l'équilibre des alliances. Ce fut la crise d'Agadir, en 1911. L'Allemagne voulant freiner l'expansion française au Maroc, territoire sur lequel elle avait des prétentions, tente un coup de force en envoyant une canonnière, relayée par d'autres bâtiments, dans la baie d'Agadir. Mais la Grande-Bretagne affiche immédiatement et fermement son soutien à la France. La France et l'Allemagne sont alors au bord de la guerre. Le conflit est désamorcé par une négociation qui s'achève par la signature d'un traité. La guerre est évitée de justesse, mais la méfiance mutuelle s'accroît. L'année suivante, les guerres balkaniques mettent définitivement à mal le système d'alliances européen. Dans leurs volontés de s'affranchir de la domination ottomane, et animés par de forts sentiments nationaux, plusieurs États balkaniques, soutenus

par la Russie, forment une ligue composée de la Bulgarie, de la Serbie, de la Grèce et du Monténégro. La France tente en vain de maintenir la paix. Le conflit aboutit, pour l'Empire ottoman, à la perte de l'essentiel de ses possessions européennes, ce qui annonce son déclin irréversible. Mais les vainqueurs s'entre-déchirent pour la répartition des territoires conquis, avant d'arriver à un partage arbitraire, peu soucieux des populations et des nationalités. Celui-ci laisse dans la région une situation hautement explosive, justifiant l'expression de « poudrière des Balkans ».

Menace vitale pour l'Allemagne

C'est alors que les grandes puissances, selon l'historien allemand Gerd Krumeich, sentirent leur échapper le pouvoir de résoudre les litiges internationaux, sentiment d'impuissance associé à une nouvelle hantise, qui s'exprime dans le terme « survie » : « *Les questions de politiques internationales,*

écrit Gerd Krumeich, *eurent en effet de plus en plus tendance à être perçues comme une remise en cause de la survie de peuples entiers.* » La vocation défensive et stabilisatrice du système des alliances avait cessé d'être opérante. Du fait de l'accord franco-russe, l'Allemagne se sentait à la merci d'une menace vitale et les pouvoirs politiques et militaires allemands, soutenus par l'opinion publique, cultivaient l'image d'un empire encerclé, menacé dans son existence même.

Les conséquences des conflits balkaniques furent immédiates. Dès 1912, l'Allemagne entreprit le renforcement de son armée. Puisque le risque de devoir se battre sur deux fronts devenait de plus en plus vraisemblable, il fallait que l'empire dispose des moyens de vaincre la France avant l'achèvement de la mobilisation russe.

Thierry Widemann, chargé d'études à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire



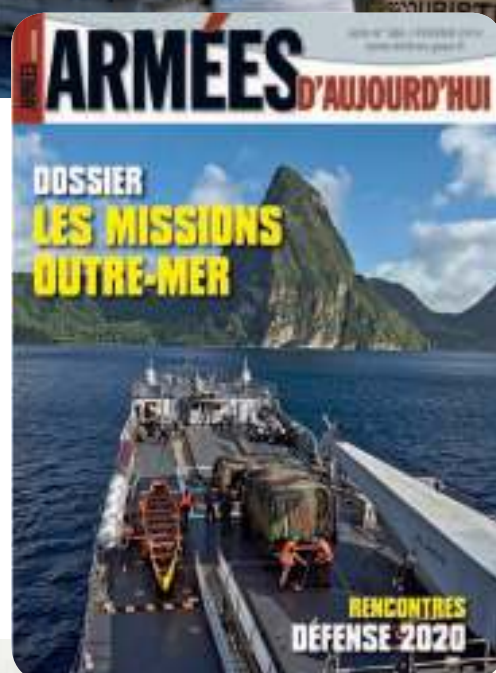
Pour être au cœur de la défense, ABONNEZ-VOUS !



Abonnement	Public			Spécial*		
	France	Dom/Com par avion	Étranger par avion	France	Dom/Com par avion	Étranger par avion
1 an (10 n ^{os})	20€	30€	35€	15€	25€	30€
2 ans (20 n ^{os})	35€	55€	65€	25€	45€	55€

*Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Chaque mois, découvrez nos forces en action, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.



BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

☐ Normal ☐ Spécial* ☐ France ☐ Étranger/Dom-Terr/Par avion

☐ 1 an ☐ 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à :
ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : roulage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI



Carte IGN de la Grande Guerre, 1914-1918

Éditée par l'IGN – l'Institut national de l'information géographique et forestière –, cette carte de la Grande Guerre suit le tracé du front, d'Ypres à Mulhouse, de 1914 à 1918. Batailles, forts et batteries, tranchées, villages aujourd'hui disparus, routes stratégiques, déplacements du front, cimetières militaires et mémoriaux : une mine d'informations cartographiques, commentées par de petits encarts historiques, situe précisément tous les épisodes de la Grande Guerre à l'ouest. Réalisée au 1 : 410 000 et conçue en partenariat avec la mission du Centenaire de la Grande Guerre, cette carte du nord-est de la France est un guide indispensable pour découvrir les lieux de mémoire de 14-18.

Réalisée par l'IGN, www.ign.fr, rubrique « La boutique loisirs », 7,90 €

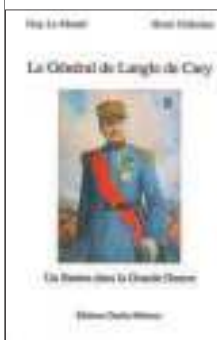
SOUS LE FEU, La mort comme hypothèse de travail

Depuis la fin de la guerre froide, plus de 3 000 soldats français ont été tués ou blessés. La majorité d'entre eux appartenait à l'armée de Terre. Longtemps occulté par les débats sur la dissuasion, le combat « de proximité » est à nouveau l'une des principales préoccupations de l'institution militaire.



Michel Goya dirige le bureau « recherche » du Centre de doctrine d'emploi des forces de l'armée de Terre. L'enjeu de son dernier ouvrage est de rendre visible cette « forme de vie près de la mort » qu'est l'expérience du feu. S'appuyant sur des travaux scientifiques d'historiens anglo-saxons, sur la relecture d'un siècle de littérature de guerre – de Maurice Genevoix aux récents témoignages des combats en Afghanistan –, s'appuyant aussi sur sa propre expérience d'officier des troupes de marine, il décrit l'univers étrange du combat rapproché où, souvent, « les cauchemars sont vrais ».

Michel Goya, éd. Tallandier, 272 p., 20,90 €



LE GÉNÉRAL DE LANGLE DE CARY, Un Breton dans la Grande Guerre

Aucune biographie n'avait jamais été écrite sur de Langle de Cary. De retour dans sa Bretagne natale après la gloire des champs de bataille de la Grande Guerre, il n'a pas écrit, ni cédé aux tentations politiques, gérant simplement son domaine de Kerguelavan. Pourtant, de Langle de Cary est l'un de ces généraux à avoir donné son nom à une rue de Paris, ses cendres sont aux Invalides, et il est loin d'être un inconnu pour les historiens militaires. Major de Saint-Cyr à 20 ans, grièvement blessé à 22, à la bataille de Buzenval, il est, en 1914, à la tête de la IV^e Armée, prenant une part importante à la victoire de la Marne. Cette biographie, la première donc, retrace la vie d'un grand soldat jusqu'alors injustement oublié.

Guy Le Mouel et Henri Ortholan, éd. Charles Hérisssey, 302 p., 20 €

CITOYENS-SOLDATS AU XXI^e SIÈCLE, Une réserve opérationnelle pour une armée professionnelle

Depuis la professionnalisation des armées françaises, dans les années 1990, les missions des réservistes se sont largement diversifiées. Autrefois organisée pour répondre à l'invasion du territoire, la réserve militaire est aujourd'hui un vivier actif de cadres intégrés aux opérations quotidiennes des armées. Qui sont ces réservistes de l'armée française ? Comment organisent-ils leur double vie, civile et militaire ? Quel est leur statut ? Pour quelles missions ? Autant de questions auxquelles cette petite enquête répond.

Antoine-Louis de Prémonville (Dir.), Alexandre Goyet, Stéphane Granier, éd. Lavauzelle, 136 p., 19,90 €



SICUT AQUILA, Histoire des para-commandos de l'armée de l'Air

Sicut Aquila – Tel l'aigle – est la devise des commandos parachutistes de l'armée de l'Air. Créées au début de la guerre d'Algérie, en 1956, ces « centuries » aéroportées mèneront à bord d'hélicoptères cargos une guerre de contre-insurrection dans le massif des Aurès et les montagnes de Kabylie. Le commandant Lart a servi dans l'une de ces unités à partir de 1965, au moment où elles sont recrées pour d'autres missions. Durant plusieurs années, il a recueilli de nombreux témoignages lui permettant aujourd'hui de retracer le déroulement des opérations menées en Algérie par ces commandos parachutistes. Une synthèse qui, de l'aveu de l'auteur, ne prétend pas établir des vérités historiques, mais peut contribuer à restituer le quotidien des missions et des combats.

Bernard Lart, éd. du Panthéon, 480 p., 27,40 €